JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

SÉNAT

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT

ET

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT

(Application des articles 79 à 83 du règlement.)

Fermeture du centre d'Arenc.

129. — 16 février 1978. — **M. Edgar Tailhades** prend acte de la fermeture du centre d'Arenc dont l'illégalité manifeste a été enfin reconnue par le Gouvernement dans une instruction du 21 novembre 1977 cosignée par le ministre de la justice et celui de l'intérieur. Néanmoins, inquiet des nouveaux et considérables pouvoirs que ladite instruction, se fondant sur l'article 120 du code pénal, confère à l'administration, il demande au **garde des sceaux, ministre de la justice** : 1° dans quelle mesure une simple circulaire peut habiliter l'administration à placer en détention des personnes qui n'ont commis aucune infraction à des lois pénales ou qui ne sont pas soupçonnées d'en avoir commis? 2° comment une telle pratique de détention sans mandat judiciaire peut se concilier avec les principes fondamentaux de notre procédure pénale et des libertés publiques?

★ (1 f.)

QUESTIONS ORALES

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT

(Application des articles 76 et 78 du règlement.)

Montant de « l'impôt sécheresse » mis à la charge de certains agriculteurs.

2130. — 15 février 1978. — **M. Jean Colin** demande à **M. le ministre délégué à l'économie et aux finances** de vouloir bien lui faire connaître le montant de la contribution exceptionnelle de solidarité à la charge de certains exploitants agricoles (article 2 de la loi de finances rectificative pour 1976).

Trop-perçu : pénalités pour retard de remboursement.

2131. — 15 février 1978. — **M. Jean Colin** expose à **M. le ministre délégué à l'économie et aux finances** que certains agriculteurs se voient réclamer, de manière inéquitable, des pénalités de retard pour le remboursement de sommes qui leur ont été adressées au titre de l'aide fiscale à l'investissement sur le matériel agricole, alors que leur demande primitivement admise a fait ultérieurement l'objet d'une décision de rejet, à un moment où l'indemnité était

déjà versée. Il lui demande de vouloir bien lui faire savoir s'il envisage de donner des directives pour réparer une décision parfaitement anormale puisque le versement de départ est imputable à une erreur administrative et qu'il n'est pas concevable que des pénalités de retard puissent frapper des sommes qui, même si elles n'étaient pas dues, ont été reversées à la première réquisition.

Aéroports : installations nouvelles pouvant créer des nuisances.

2132. — 15 février 1978. — **M. Jean Colin** expose à **M. le ministre de la culture et de l'environnement** qu'aux termes de l'article 2 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, des études d'impact doivent être réalisées, avant la mise en place d'installation pouvant créer des nuisances. Il lui demande si ce texte peut comporter la moindre dérogation et notamment en vertu de quelles dispositions les extensions, constructions et mesures de développement de toutes sortes sur les aéroports sont exclues de son champ d'application.

QUESTIONS ECRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT

Application des articles 74 et 75 du règlement, ainsi conçus :

« Art. 74. — 1. — Tout sénateur qui désire poser une question écrite au Gouvernement en remet le texte au président du Sénat, qui le communique au Gouvernement.

« 2. — Les questions écrites doivent être sommairement rédigées et ne contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés ; elles ne peuvent être posées que par un seul sénateur et à un seul ministre.

« Art. 75. — 1. — Les questions écrites sont publiées durant les sessions et hors sessions au Journal officiel ; dans le mois qui suit cette publication, les réponses des ministres doivent également y être publiées.

« 2. — Les ministres ont toutefois la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai supplémentaire pour rassembler les éléments de leur réponse ; ce délai supplémentaire ne peut excéder un mois.

« 3. — Toute question écrite à laquelle il n'a pas été répondu dans les délais prévus ci-dessus est convertie en question orale si son auteur le demande. Elle prend rang au rôle des questions orales à la date de cette demande de conversion. »

*Inondations du Sud-Ouest :
utilisation des secours apportés par la CEE.*

25507. — 15 février 1978. — **M. Georges Spénale** expose à **M. le ministre délégué à l'économie et aux finances** que le 13 septembre 1977, le Parlement européen a demandé à la commission exécutive européenne d'apporter le soutien de la Communauté aux sinistrés des inondations de juillet dans le Sud-Ouest : 1° sous forme d'un premier secours d'urgence ; 2° par une participation ultérieure aux diverses réparations indispensables après enquête sur place. Le 23 septembre, la commission débloquent le crédit de première urgence et le 25 octobre elle virait une somme de 12 348 000 francs au Trésor français pour ces interventions d'urgence qui devaient normalement être mises en œuvre avant l'hiver. Plus de trois mois après, à notre connaissance, aucun sinistré n'a reçu aucune aide à ce titre et aucun élu local n'est même officiellement informé de l'existence de ce secours d'urgence. Il lui demande : 1° ce que sont devenus ces fonds ; 2° comment se justifient les retards apportés à leur emploi ; 3° comment et dans quel délai le Gouvernement français envisage-t-il de les mettre à la disposition de leurs destinataires ; 4° quelles actions il compte entreprendre par lui-même, et quelles initiatives il envisage de manifester, notamment en direction de la commission des Communautés pour apporter à ces régions l'aide beaucoup plus importante qu'exige la reconstruction des patrimoines public et privé.

Importation de matériels militaires : régime douanier.

25508. — 15 février 1978. — **M. Michel d'Allières** demande à **M. le ministre de la défense** quelle est la position du Gouvernement quant au régime douanier applicable aux importations de matériels militaires. Le Gouvernement estime-t-il en particulier que l'article 223 du traité de Rome puisse justifier une exonération des droits de douane prévus par la législation communautaire. Dans le cas d'impor-

tation de matériels destinés à la fabrication d'avions militaires, **M. le ministre** ne pense-t-il pas, compte tenu de l'étroite dépendance entre les productions civiles et les productions militaires au sein de la plupart des firmes exerçant leurs activités sur le territoire des Etats membres de la CEE, qu'une exonération totale des droits de douane ne pourrait manquer d'avoir des répercussions sur les conditions de concurrence dans ce secteur de l'économie et, partant, de rendre plus difficile la création d'une véritable industrie aéronautique européenne compétitive.

*Marins ayant contracté une maladie invalidante en service :
suppression de l'option.*

25509. — 15 février 1978. — **M. Lionel de Tinguy** expose à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports)**, en tant que responsable de la sécurité sociale des marins, que quand un marin contracte une maladie dans le service et que cette maladie donne droit à une pension anticipée, il est proposé à ce marin une indemnisation plus élevée, à la condition de renoncer aux soins pour la maladie invalidante et cela jusqu'à l'âge de la retraite. Une telle disposition, justifiée en son principe quand il s'agit de maladies à conséquences bénignes, a, au contraire, des conséquences très regrettables quand la maladie évolue et devient grave. En effet, sans s'en rendre compte, l'intéressé a alors pris en charge une dépense qui peut être considérable et est ainsi devenu lui-même son propre assureur. Dans bien des cas, il est difficile aux marins concernés, et même aux médecins, d'apprécier l'évolution future de la maladie ; ce qui paraît bénin à un certain moment peut se transformer plus tard en affection grave et parfois même en invalidité totale. La généralisation de la sécurité sociale voulue par le législateur et le Gouvernement implique que la santé de tout Français soit protégée par une assurance organisée par l'Etat, alors qu'au cas particulier, l'option donnée par la loi en vigueur fait courir au marin un risque sans couverture. Dans ces conditions, il lui demande s'il n'y aurait pas lieu de supprimer la possibilité d'option dont il s'agit, afin que tous les marins ayant contracté une maladie invalidante en service soient assurés d'être soignés leur vie durant.

*Chargés d'enseignement d'éducation physique :
revalorisation indiciaire.*

25510. — 15 février 1978. — **M. Richard Pouille** expose à **M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports** que, malgré les engagements pris à leur égard, les chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive n'ont pas encore pu obtenir un alignement indiciaire sur leurs collègues des disciplines intellectuelles et se trouvent toujours placés sous le régime d'une indemnité compensatrice dont le montant n'est pas pris en compte, le moment venu, pour le calcul de la retraite. Il lui demande s'il est possible d'espérer une prochaine amélioration de cette situation.

Revendications des travailleurs de l'entreprise DCL.

25511. — 15 février 1978. — **M. Serge Boucheny** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la grève qui se déroule depuis le 3 février 1978 dans l'entreprise DCL, 1, place de Rungis, à Paris (13^e). Ces travailleurs sont en grève pour faire aboutir les revendications suivantes : salaires minimum de 2 400 F par mois pour 40 heures de travail par semaine ; incorporation de toutes les primes dans le salaire de base ; repos un samedi sur deux sans perte de salaire ni récupération ; remplacement des effectifs absents (congés de maladie) ; amélioration des conditions de travail. Les salaires actuellement en vigueur dans cette entreprise s'élèvent, pour 40 heures de travail : manutentionnaire O.2 : 1 910 F par mois, pointeur E.2 : 1 981 F par mois, réceptionnaire : O.2 : 1 998 F par mois, numéroteur O.3 : 2 062 F par mois. La direction, pour impressionner les travailleurs, a requis les services d'une agence de police privée qui utilise des chiens policiers et la provocation. Il lui demande d'intervenir auprès de la direction pour que s'engagent des négociations avec celle-ci et que cessent les mesures d'intimidation à l'égard des représentants des travailleurs.

*Poitou-Charentes : mise en place du comité consultatif
de l'audio-visuel.*

25512. — 15 février 1978. — **M. Georges Treille** demande à **M. le Premier ministre** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication des décrets prévus à l'article 10 de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision devant fixer la composition, après avis du conseil régional,

du comité régional consultatif de l'audio-visuel pour la région Poitou-Charentes devant être institué auprès du centre régional de radio et de télévision et lequel devrait comprendre un certain nombre de personnalités représentatives des principales tendances de pensée et des forces vives concourant à la vie économique, sociale et culturelle de la région.

Exploitation des voitures de « petite remise » : application de la loi.

25513. — 15 février 1978. — **M. Paul Seramy** demande à **M. le ministre de l'intérieur** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret prévu à l'article 5 de la loi n° 77-6 du 3 janvier 1977 relative à l'exploitation des voitures dites de « petite remise » et devant fixer notamment les conditions d'application de cette loi dans un délai de 6 mois après sa publication.

Livre foncier : rénovation.

25514. — 15 février 1978. — **M. Jean-Marie Rausch** demande à **M. le ministre de la justice** de bien vouloir lui préciser l'état actuel des études entreprises à son ministère tendant à parfaire la présentation matérielle des registres ainsi que la consultation des archives du livre foncier. Dans une réponse à une question écrite n° 20953 du 6 août 1976, il était indiqué que les solutions envisagées étaient soumises à l'avis des autorités locales. Il attire en particulier son attention sur l'urgence d'une rationalisation du système actuel qui donne par ailleurs satisfaction à l'ensemble des personnes et collectivités concernées mais qui n'a pas été améliorée depuis sa création.

Octroi de l'A.P.L. à certains logements foyers : publication du décret.

25515. — 15 février 1978. — **M. Jean-Marie Rausch** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Logement)** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret pris en conseil d'Etat prévu à l'alinéa 5, de l'article 7, de la loi n° 77-1 du 3 janvier 1977 portant réforme de l'aide au logement, fixant les conditions d'assimilation des logements foyers aux logements auxquels est accordée au titre de la résidence principale l'aide personnalisée au logement (A.P.L.).

Artisanat : détermination des besoins de formation continue.

25516. — 15 février 1978. — **M. Jean-Marie Rausch** demande à **M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat**, de bien vouloir lui préciser les perspectives de mise à l'étude des besoins en formation continue des artisans et de leurs salariés susceptibles de déterminer les actions particulièrement utiles à l'artisanat et de fixer leurs modalités de financement en y associant notamment le conseil de gestion du fonds de la formation professionnelle.

Extraction des substances minérales sous-marines : publication du décret fixant le taux de la redevance domaniale.

25517. — 15 février 1978. — **M. Louis Le Montagner** demande à **M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat**, de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret en Conseil d'Etat prévu à l'article 3, de la loi n° 76-646 du 16 juillet 1976, relative à la prospection, à la recherche et à l'exploitation des substances minérales non visées à l'article 2 du code minier et contenues dans les fonds marins du domaine public métropolitain, ce décret devant notamment fixer les conditions de la perception d'une redevance domaniale pour l'extraction des substances minérales susdésignées.

Attribution de l'aide spéciale compensatrice à certains commerçants âgés : publication du décret.

25518. — 15 février 1978. — **M. René Jager** demande à **M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat**, de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret en Conseil d'Etat prévu à l'article 5, de la loi n° 77-531 du 26 mai 1977, modifiant la loi de 1972, instituant des mesures

en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés et devant, notamment, fixer les conditions et les limites dans lesquelles des dispenses d'âge et de durée d'activité peuvent être accordées pour l'attribution de l'aide spéciale compensatrice, compte tenu de la situation sociale du demandeur, notamment lorsque le fonds ou l'entreprise est situé dans une zone de rénovation urbaine.

Fonctionnaires polyvalents des zones rurales : dévolution de nouvelles attributions.

25519. — 15 février 1978. — **M. René Jager** demande à **M. le ministre de l'intérieur** de bien vouloir lui préciser le résultat des études sectorielles conduites à son ministère en liaison notamment avec le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications tendant à définir les modalités selon lesquelles certaines attributions supplémentaires pourraient être confiées aux fonctionnaires polyvalents desservant les zones rurales. Il attire notamment son attention sur l'importance du développement de cette formule pour le maintien du plus grand nombre de services publics en milieu rural qui constituent un frein non négligeable à la dévitalisation de nos campagnes.

Prêts conventionnés : exonération de taxe de publicité foncière.

25520. — 15 février 1978. — **M. Jean Francou** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Logement)** sur le problème posé par la réforme du financement du logement dans la mesure où le code général des impôts prévoit des régimes liés aux financements actuels des logements HLM. Compte tenu que l'article 844 du CGI instaure une taxe de publicité foncière et que l'article 845 du même code exonère de cette taxe : « les inscriptions d'hypothèques prises par les organismes d'HLM et de Crédit immobilier pour la sûreté et le recouvrement des prêts consentis à des particuliers ; les actes des prêts spéciaux à la construction visés aux articles 265 et suivants du code de l'urbanisme et de l'habitation », il lui demande de lui indiquer si l'exonération sera maintenue pour les prêts accession à la propriété et les nouveaux prêts conventionnés.

Jeunes animateurs des centres de vacances : affiliation à une caisse de retraite.

25521. — 15 février 1978. — **M. Jean Francou** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les conséquences de l'obligation faite à certaines associations du secteur social, tels que les centres de vacances, d'adhérer à la caisse de prévoyance et de retraite de personnel des organismes de mutualité, en vertu de la loi n° 72-1223 du 29 décembre 1972 et des décrets d'application des 11 juin, 25 juin et 8 août 1973 qui prévoient l'extension à tous les salariés de l'affiliation à un régime de retraite complémentaire dès les premières heures de travail, à compter du 1^{er} juillet 1973. Lorsqu'on sait que pour bénéficier de cette retraite les assujettis devront avoir totalisé dix ans de cotisation à cette caisse, on peut s'interroger sur l'intérêt de cette prestation pour les jeunes animateurs de centres de vacances qui n'exercent leurs tâches que trois semaines par an et qui, pour la plupart, abandonneront leurs activités saisonnières dès leur entrée dans la vie professionnelle. En conséquence, il lui demande si elle ne peut rapporter de telles mesures et si elle envisage de dispenser les jeunes animateurs de cette obligation.

Retraite complémentaire des maires : affiliation de ceux ayant renoncé à leurs indemnités.

25522. — 15 février 1978. — **M. André Fosset** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur une réponse à une question écrite (n° 21237, JO, Débats Sénat du 16 novembre 1976), dans laquelle il était indiqué : « En raison du principe essentiel, selon lequel les droits à pension ne peuvent être acquis qu'autant qu'ils sont calculés sur des rémunérations effectivement perçues, il n'était pas possible de permettre aux maires ayant renoncé à leurs indemnités de fonction à continuer néanmoins à cotiser, leur permettant de conserver la retraite s'attachant à leur fonction. » Il attire son attention sur le fait que la caisse nationale de prévoyance de la fonction publique a institué un régime de retraite complémentaire (Préfon) ouvert à l'ensemble des agents de l'Etat et des collectivités locales et assimilés et lequel concerne les personnels civils et militaires de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics à caractère administratif, industriel ou commer-

cial. Peuvent également s'affilier à titre personnel à ce régime notamment les anciens agents de la fonction publique. Ce régime semble donner toute satisfaction aux intéressés ainsi qu'à ceux qui en assurent la gestion et l'administration, et l'ouverture aux anciens agents ne semble pas en avoir perturbé le bon fonctionnement ni l'organisation. Il lui demande, dans ces conditions, de bien vouloir exposer les raisons qui s'opposent à l'affiliation des maires et adjoints ayant renoncé à leurs indemnités de fonction, à l'organisme auquel est affilié l'ensemble des maires et des adjoints : l'Ircantec.

CES Delacroix (Draveil) : création de postes.

25523. — 15 février 1978. — **M. Jean Colin** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les difficultés de l'enseignement au CES Delacroix, à Draveil (Essonne), découlant de l'absence de deux postes de professeurs. Il lui demande donc de prendre toutes mesures utiles afin que ces postes puissent être créés le plus rapidement possible.

Instituteurs : mise à la charge de l'Etat de l'indemnité de logement.

25524. — 15 février 1978. — **M. Jean Colin** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que le versement de l'indemnité représentative de logement pour les instituteurs non logés constitue pour les collectivités locales une charge considérable alors qu'il s'agit en fait d'un complément de rémunération accordé à des agents de l'Etat. En outre, ce taux est arrêté sans l'avis des maires par les comités départementaux de l'enseignement primaire agissant souverainement. Il demande de lui préciser s'il est envisagé de décharger les communes de cette lourde sujétion.

Notaires : révision des tarifs.

25525. — 15 février 1978. — **M. Jean Cauchon** demande à **M. le ministre délégué à l'économie et aux finances** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de la mise en application de la révision du tarif en vigueur à l'heure actuelle dans les études notariales.

Chefs de centre des PTT : évaluation d'un avantage en nature.

25526. — 15 février 1978. — **M. Jean Cauchon** attire l'attention de **M. le ministre délégué à l'économie et aux finances** sur l'incompréhension résultant de l'application des dispositions prévues par une instruction du 4 avril 1975 émanant de la direction des impôts et arrêtant de nouvelles règles pour l'évaluation de l'avantage en nature à savoir la gratuité du logement de fonction occupé par les chefs d'établissement ou de centre des postes et télécommunications. En effet, les chefs de centre ou d'établissement des postes et télécommunications ont le devoir d'assurer la continuité de leur service, se trouvent dans l'obligation d'occuper ces logements de fonction et assurent, de ce fait, également la sécurité des centres des postes et télécommunications. Il lui demande s'il ne conviendrait pas, dans ces conditions, de revenir aux dispositions antérieures plus favorables eu égard aux multiples sujétions découlant de l'occupation de ces logements de fonction qui peuvent être difficilement considérés comme un supplément de rémunération.

Protection de certaines faunes et flores : publication du décret.

25527. — 15 février 1978. — **M. Jean-Pierre Blanc** demande à **M. le ministre de la culture et de l'environnement** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret en Conseil d'Etat prévu à l'article 4 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature devant déterminer les conditions dans lesquelles sont fixées : la liste limitative des espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées protégées ; la durée des interdictions permanentes ou temporaires prises en vue de permettre la reconstitution des populations naturelles en cause ou de leurs habitats, ainsi que la protection des espèces animales pendant les périodes ou les circonstances où elles sont particulièrement vulnérables ; la partie du territoire national, y compris le domaine public maritime et les eaux territoriales, sur laquelle elles s'appliquent ; la délivrance d'autorisation de capture d'animaux ou de prélèvement d'espèces à des fins scientifiques ; la réglementation de la recherche de la poursuite et de l'approche, en vue de

la prise de vues ou de son et, notamment, de la chasse photographique des animaux de toutes espèces et les zones dans lesquelles s'applique cette réglementation, ainsi que des espèces protégées en dehors de ces zones.

Réversion de la pension au conjoint survivant d'une femme fonctionnaire.

25528. — 15 février 1978. — **M. Francis Palmero** expose à **M. le ministre délégué à l'économie et aux finances** que la non-rétroactivité d'application de l'article 12 de la loi de finances n° 73-1128 du 21 décembre 1973, portant réforme du code des pensions en ce qui concerne les droits du mari survivant de son épouse fonctionnaire décédée avant le 23 décembre 1973, constitue une mesure discriminatoire prise à l'encontre des veufs plus âgés dont les besoins et les difficultés augmentent (soucis ménagers, santé souvent précaire, isolement, aide éventuelle d'une tierce personne, etc.), alors qu'ils n'ont pas droit à ladite réversion, cependant, que les veufs moins âgés en bénéficient et lui demande ce qu'il compte proposer afin que ce problème social soit réexaminé.

Naturalisation d'une étrangère : condition de résidence.

25529. — 15 février 1978. — **M. Charles de Cuttoli** expose à **M. le ministre du travail** la situation d'une étrangère ayant épousé un Français par-devant l'officier d'état civil français en 1937 et n'ayant pas fait, préalablement au mariage, une demande d'acquisition de la nationalité de son époux. Par ailleurs, sa législation propre ne prévoit pas l'acquisition automatique de cette nationalité par mariage. Aux termes de l'article 26 de la loi n° 73-42 du 9 janvier 1973, cette étrangère peut être naturalisée sans condition de stage. Toutefois, elle doit, au jour de la signature du décret de naturalisation, remplir la condition de résidence en France prévue à l'article 61 du code de la nationalité. Toutefois, le décret de naturalisation pourrait valablement intervenir si l'intéressée à sa résidence à l'étranger, dans l'hypothèse où cette résidence pourrait être assimilée à une résidence en France, conformément à l'article 78 dudit code. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître si l'épouse d'un délégué au Conseil supérieur des Français de l'étranger, organisme consultatif régi par les dispositions du décret n° 59-389 du 10 mars 1959 et présidé par le ministre des affaires étrangères, doit être considérée comme dispensée de la condition de résidence en France au moment de la signature du décret de naturalisation par application de l'article 78 du code de la nationalité.

Fonds d'amortissement des charges d'électrification rurale : affectation des ressources.

25530. — 15 février 1978. — **M. Jacques Eberhard** fait observer à **M. le ministre de l'agriculture** que l'électrification en milieu rural ne répond pas aux besoins de plus en plus importants de l'agriculture. Pour remédier à cette situation, il lui rappelle qu'un fonds d'amortissement des charges d'électrification rurale a été institué. Il est alimenté par un prélèvement sur les recettes nettes des distributeurs d'énergie électrique en basse tension dont le produit a été évalué, pour 1978, à 435 300 000 F. Or, il apparaît que les crédits de paiement prévus à cet effet (chap. 61-66) ne s'élèvent qu'à 122 500 000 F. Il lui demande, en conséquence, à quoi sera affectée la différence.

Revendication des personnels de l'INA.

25531. — 15 février 1978. — **Mme Hélène Luc** attire l'attention de **M. le ministre de la culture et de l'environnement** sur la situation suivante : les personnels de l'Institut national de l'audio-visuel (INA) de Bry-sur-Marne sont en grève depuis le 1^{er} février à la suite du licenciement d'une jeune employée dont le contrat n'a pas été renouvelé. Cette grève s'est étendue aux autres centres de l'INA dans la région parisienne. Les travailleurs demandent la réintégration de cette employée, la création urgente d'emplois et la titularisation des personnels non statutaires. Face à ces légitimes revendications, la direction de l'INA a fait intervenir les forces de police et se refuse à l'ouverture des négociations avec les syndicats. Elle lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour que s'engagent au plus tôt des négociations avec les travailleurs de l'INA.

Fonctionnaires détachés auprès d'un organisme international : possibilité de cumul de pensions.

25532. — 15 février 1978. — **M. Albert Voilquin** attire l'attention de **M. le ministre délégué à l'économie et aux finances**, sur le problème suivant : la note de service n° 286 du 6 avril 1967,

parue au Bulletin d'information du service de la dette viagère, n° 212 d'avril 1967 (pages 100 à 104) fixe les modalités d'application de l'article 87 de la loi n° 64-1839 du 26 décembre 1964 relatif à la liquidation des pensions des fonctionnaires de l'Etat en service détaché auprès d'un organisme international. Or, plusieurs organisations internationales (OCDE, OTAN, ASE...) mettent actuellement en œuvre un régime de pensions. Les agents de ces organismes ont la faculté de ne faire valider qu'une partie de leurs services accomplis avant le 1^{er} juillet 1974. Cette validation consiste dans le rachat de cotisations calculées sur le traitement perçu et au prorata du nombre de mensualités que l'intéressé désire valider. Les mensualités qui ne seront pas validées pour la pension donneront lieu lors de la cessation des fonctions au versement d'un capital. La question qui se pose pour les fonctionnaires français concernés est de savoir si, en raison des règles de non-cumul précisées par la note précitée leurs droits à la pension de l'Etat restent entiers pour les annuités qui ne sont pas prises en compte par le régime de pension de l'organisme international. En effet, bien que la date d'effet du régime de pension ne soit pas précisée, une distinction —, par le nombre de mensualités — peut être faite parmi les services entre ceux qui sont rémunérés par une prestation viagère et ceux qui donnent lieu à l'attribution d'un capital.

Attributions contentieuses des inspecteurs du travail.

25533. — 15 février 1978. — **M. Charles de Cuitoli** demande à **M. le ministre du travail** de bien vouloir lui faire connaître s'il entre dans les attributions d'un inspecteur du travail, telles qu'elles sont prévues par l'article L. 611-1 du code du travail et par les textes réglementaires, de remettre à un avocat son avis écrit sur le bien-fondé d'une demande introduite devant la juridiction prud'homale. Dans la négative, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les moyens dont dispose le justiciable pour s'opposer à ce qui apparaîtrait comme une ingérence de l'administration dans l'exercice de la justice.

*Mutilés et invalides du travail :
priorité de raccordement et exonération des abonnements.*

25534. — 15 février 1978. — **M. Jacques Chaumont**, appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur la nécessité pour les mutilés et invalides du travail de disposer d'une installation téléphonique. Il souhaiterait que les mesures qui ont été prises en faveur des personnes âgées, aussi bien en matière de priorité pour les installations qu'en matière d'exonération des abonnements, soient étendues aux mutilés et invalides du travail. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour qu'une solution favorable intervienne aussi rapidement que possible.

Ordre national du mérite : conditions d'obtention.

25535. — 15 février 1978. — **M. Bernard Hugo** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** des précisions sur les conditions d'obtention de l'ordre national du mérite. Avant 1958, l'ordre du mérite combattant était octroyé en récompense des services rendus sur le plan social par des membres d'associations d'ancien combattants. Cette distinction a été supprimée en 1958 et remplacée par l'ordre national du mérite qui, semble-t-il, n'a pas les mêmes critères d'obtention. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'envisager, soit le rétablissement de l'ordre du mérite combattant, soit que les services rendus par certains représentants des associations d'anciens combattants sur le plan social soient de nouveau pris en compte pour l'octroi de l'ordre national du mérite.

Saint-Quentin-en-Yvelines : création d'une université.

25536. — 15 février 1978. — **M. Bernard Hugo** attire l'attention de **Mme le ministre des universités** sur la situation créée dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines. En effet, la création d'une université à Saint-Quentin-en-Yvelines avait été proposée dans le projet de schéma directeur des implantations universitaires dans les académies de la région, dressé en 1971 par la préfecture de région en liaison avec les autorités rectorales. Or, depuis cette date, aucune assurance n'a pu être donnée de cette création. La population de cette ville nouvelle augmente et les étudiants sont de plus en plus nombreux. Ils sont tenus à de longues heures de trajet où à ne rentrer chez eux qu'en fin de semaine étant donné l'éloignement des universités existantes dans la région parisienne. La construction d'un lycée hôtelier qui devrait être prochainement entreprise dans la ville nouvelle ne saurait en aucun cas être un empêchement à la construction d'une université, les enseignements dispensés étant totalement différents. Il lui demande quand sera

entreprise la construction de cette université, réclamée par les élus locaux, les élus du syndicat communautaire d'aménagement de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines et par le conseil général, qui tous, à plusieurs reprises, ont adopté des vœux allant dans ce sens.

Lutte contre l'alcoolisme : bien-fondé de certaines taxations des prix de vente des vins et des bières.

25537. — 15 février 1978. — **M. Christian de La Malène** attire l'attention de **M. le ministre délégué à l'économie et aux finances** sur le fait que les dispositions de l'arrêté n° 76-34 P relatif aux prix des boissons et denrées à consommer sur place dans les débits de boissons visait notamment, au titre des boissons pilotes (art. 2, 6°), la bière titrant au maximum 4,4 degrés régie, le prix du demi à la pression ou, à défaut, celui d'un flacon ration nommément désigné étant fixé par arrêté préfectoral. Plus tard l'arrêté 76-71 P, le modifiant, avait laissé la possibilité de limiter cette taxation aux bières titrant moins de 5,5 degrés régie. Tout récemment, l'arrêté n° 77-134 P, qui modifiait l'arrêté n° 77-129 P, a étendu cette taxation à la vente de toutes les bières, sans limitation de degrés, quelle que soit leur présentation, en plafonnant leur prix de vente au consommateur à 3,50 francs pour toutes les rations inférieures à 50 centilitres. En ce qui concerne les vins de consommation courante, les vins de pays, les vins délimités de qualité supérieure et les vins d'appellation contrôlée, l'arrêté n° 77-128 P renforce la réglementation des coefficients multiplicateurs en plafonnant leur prix de vente au consommateur non seulement dans les restaurants, mais également dans les débits de boissons. Or, tous ces prix « plafonds » fixés par ces différents arrêtés sont généralement très nettement inférieurs aux prix qui étaient couramment pratiqués par les restaurateurs et les débitants de boissons. La conséquence immédiate est évidente : pour les vins, par exemple, et pour le même prix, soit qu'un verre de même contenance est vendu moins cher au consommateur, soit que celui-ci en boit une quantité supérieure. Or, tous les arrêtés précités font référence à la lutte contre l'alcoolisme. Dans ces conditions, il lui demande de lui préciser si le principe de la taxation du prix de vente des bières et des vins à des niveaux très bas ne constitue pas plus une incitation à la consommation de ces boissons alcoolisées qu'une arme contre l'alcoolisme.

Entreprises de distribution ayant, accessoirement, une activité de production : régime des prix.

25538. — 15 février 1978. — **M. Christian de La Malène** expose à **M. le ministre délégué à l'économie et aux finances** que l'arrêté n° 77-138 P du 20 décembre 1977 relatif aux prix à la production stipule qu'en 1978 les entreprises pourront fixer leurs prix à la production en application de l'arrêté n° 76-117 P. Or, ce précédent arrêté précise dans son article 6 : « Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux entreprises industrielles occupant moins de vingt salariés à la date de publication du présent arrêté, sous réserve que leur chiffre d'affaires hors taxe à la valeur ajoutée n'ait pas dépassé cinq millions de francs au cours du dernier exercice clos, les prix de ces entreprises sont déterminés librement ». Il lui demande de bien vouloir lui préciser comment s'appliquent ces critères en ce qui concerne les entreprises nombreuses qui ont à la fois une activité de distribution et une activité accessoire de production. Etant bien entendu que si ces entreprises dépassent parfois très largement les limites fixées par l'arrêté n° 76-117 P pour l'ensemble de leurs activités, elles demeurent par contre très en deça de ces mêmes limites pour leur seule branche production.

Loyers : barèmes des revisions.

25539. — 15 février 1978. — **M. Charles-Edmond Lenglet** appelle l'attention de **M. le ministre délégué à l'économie et aux finances** sur la disparité qui existe entre un loyer révisable en juillet 1977 (augmentation de 6,50 p. 100) par rapport à un loyer révisable au 1^{er} juillet 1978 (85 p. 100 de la variation du coût de la construction, soit environ 30 p. 100) et lui demande quelles dispositions il compte prendre pour remédier à cette anomalie.

Baux triennaux : revision des loyers.

25540. — 15 février 1978. — **M. Charles-Edmond Lenglet** attire l'attention de **M. le ministre délégué à l'économie et aux finances** sur le cas du propriétaire d'un immeuble loué à usage d'habitation par bail sous seing privé en date du 30 octobre 1971, immeuble loué pour neuf ans à compter du 1^{er} juillet 1971. Il est stipulé dans le bail que le loyer sera révisable triennalement en fonction de

l'augmentation des indices du coût de la construction. La première augmentation a eu lieu normalement le 1^{er} juillet 1974. La seconde intervenant le 1^{er} juillet 1977 a été limitée à 6,50 p. 100 conformément au texte en vigueur, mais le propriétaire a indiqué au locataire que, dès la libération des loyers, il serait à nouveau fait application des conditions du bail. Or, la loi du 29 décembre 1977 a limité pour l'année 1978 les loyers révisables avec une périodicité égale ou inférieure à un an, sans pour autant faire référence, lui semble-t-il, aux loyers dont la révision triennale (pour la période du 1^{er} juillet 1977 au 30 juin 1980) devait intervenir normalement en 1977. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui indiquer quel est dans ce cas précis le loyer qui doit être appliqué en 1978.

*Formation professionnelle continue :
facilités accordées aux agents de l'Etat.*

25541. — 15 février 1978. — **M. Marcel Rudloff** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Fonction publique)** sur le fait que les agents de l'Etat qui souhaiteraient bénéficier des congés de formation continue ne peuvent, en fait, que demander leur mise en disponibilité pour convenance personnelle et ce, sans traitement. Il lui demande s'il ne conviendrait pas d'assurer aux intéressés le maintien de leur rémunération durant un certain nombre d'heures de formation et de préciser dans quelles conditions ils pourraient être réemployés par l'administration dans leur nouvelle qualification, ainsi que le suggère le Conseil économique et social dans un avis sur la formation professionnelle continue.

Alsace : mise en place du comité consultatif de l'audio-visuel.

25542. — 15 février 1978. — **M. Marcel Rudloff** demande à **M. le Premier ministre** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication des décrets prévus à l'article 10 de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision devant fixer la composition, après avis du conseil régional, du comité régional consultatif de l'audio-visuel pour la région Alsace devant être institué auprès du centre régional de radio et de télévision et lequel devrait comprendre un certain nombre de personnalités représentatives des principales tendances de pensée et des forces vives concourant à la vie économique, sociale et culturelle de la région.

Chemins de fer : facilités d'accès pour les handicapés.

25543. — 15 février 1978. — **M. Marcel Rudloff** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports)** de bien vouloir lui préciser s'il compte étendre à d'autres lignes de la SNCF, et notamment sur la ligne Paris—Strasbourg, les services spéciaux d'accueil dans les gares et des aménagements permettant l'accès aux voitures et l'installation dans les trains des handicapés physiques, à la suite de l'examen et des résultats des expériences ayant déjà été menées sur les lignes Paris—Nice, Paris—Toulouse et Paris—Brest.

Caractéristiques thermiques des locaux : publication des décrets.

25544. — 15 février 1978. — **M. Joseph Yvon** demande à **M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication des décrets en Conseil d'Etat pris après avis du comité consultatif de l'utilisation de l'énergie prévus à l'article 7 de la loi n° 77-804 du 19 juillet 1977 concernant certains contrats de fournitures et d'exploitation de chauffage, relatifs aux règles de construction et d'aménagement applicables aux ouvrages et locaux de toute nature quant à leurs caractéristiques thermiques et les catégories d'ouvrages et locaux qui seront soumis en tout ou partie à ces dispositions, ainsi que les caractères définissant les normes d'équipement, de fonctionnement et de contrôle des installations consommant de l'énergie.

Pays de Loire : mise en place du comité consultatif de l'audio-visuel.

25545. — 15 février 1978. — **M. Jean Sauvage** demande à **M. le Premier ministre** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication des décrets prévus à l'article 10 de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision devant fixer la composition, après avis du conseil régional, du comité régional consultatif de l'audio-visuel pour la région des

pays de Loire devant être institué auprès du centre régional de radio et de télévision et lequel devrait comprendre un certain nombre de personnalités représentatives des principales tendances de pensée et des forces vives concourant à la vie économique, sociale et culturelle de la région.

Revision de la législation sur les accidents scolaires.

25546. — 15 février 1978. — **M. Jean Sauvage** demande à **M. le ministre de l'éducation** de bien vouloir lui préciser l'état actuel des études entreprises à son ministère en vue d'une modification de la législation en matière d'accident scolaire et tendant notamment à actualiser la loi du 5 avril 1937 dans le sens d'une meilleure garantie des élèves contre les risques d'accident.

*Garantie de ressources des handicapés non salariés :
publication du décret.*

25547. — 15 février 1978. — **M. Louis Orvoën** demande à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** de bien vouloir lui préciser les perspectives et les échéances de publication des décrets prévus par la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées et plus particulièrement concernant la garantie de ressources des handicapés non salariés, et la création des établissements ou services d'accueil ou de soins destinés à recevoir les personnes handicapées adultes, annoncés aux articles 32 et 46 de cette loi.

Terrains de camping : calcul de la taxe professionnelle.

25548. — 15 février 1978. — **M. Edouard Le Jeune** attire l'attention de **M. le ministre délégué à l'économie et aux finances** sur le fait que, avant la réforme de la patente et sa transformation en taxe professionnelle, l'ensemble des activités saisonnières bénéficiaient d'une réduction de 50 p. 100 de celle-ci. Or, à l'heure actuelle, toutes les professions saisonnières continuent de bénéficier de cette même disposition, à l'exclusion des terrains de camping. Ceux-ci sont en effet taxés comme s'il s'agissait d'une activité permanente. Il lui demande, dans ces conditions, s'il ne conviendrait pas d'intervenir sur cette disposition qui se justifie, à bien des égards, difficilement.

Préparateurs en pharmacie : préjudice causé à certains d'entre eux du fait de la date d'obtention de leur diplôme.

25549. — 15 février 1978. — **M. Henri Goetschy** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les graves injustices qui résultent de l'application de l'article L. 663 du code de la santé publique modifié par la loi du 8 juillet 1977, du fait que les dates d'examen varient d'une académie à l'autre. En effet, l'article L. 663 nouveau stipule que « les personnes autorisées à exercer la profession de préparateur en pharmacie en application des dispositions antérieures à la date de promulgation de la loi n° 77-745 du 8 juillet 1977 bénéficient, leur vie durant, des droits et prérogatives définis aux articles L. 584 et L. 586. » Les étudiants préparant pendant l'année scolaire 1976-1977 un CAP de préparateur en pharmacie ont normalement obtenu leur diplôme avant le 8 juillet 1977 et bénéficient donc des dispositions de l'article L. 663 cité ci-dessus. Mais il s'avère que dans certaines académies, et notamment celle de Strasbourg, une partie du CAP pour l'année scolaire 1976-1977 a été organisée après la date du 8 juillet ; par conséquent, dans certaines académies, certains étudiants préparant le CAP pendant l'année scolaire 1976-1977 n'ont obtenu leur diplôme qu'après la date leur permettant de bénéficier des dispositions de la loi, et ce pour des raisons totalement indépendantes de leur volonté et engageant la responsabilité de l'administration. Le principe fondamental de l'égalité des citoyens devant la loi se trouve donc bafoué au préjudice des étudiants ayant préparé le CAP de préparateur en pharmacie dans certaines académies seulement, et il souhaite connaître quelles dispositions elle a l'intention de prendre pour rétablir les personnes ainsi lésées dans leurs droits légitimes.

Formation professionnelle : généralisation du crédit individuel de « temps formation ».

25550. — 15 février 1978. — **M. Charles Ferrant** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** de bien vouloir lui indiquer les résultats de l'expérience effectuée aux télécommunications dans une région déterminée instituant un plan individuel de formation établi en commun par l'agent et le chef

immédiat avec l'aide du service régional de formation et répondant au double souci de l'adaptation à l'emploi et de la promotion sociale, expérience de laquelle dépendaient les développements à donner au crédit individuel de « temps formation » ainsi qu'il l'indiquait dans une réponse à sa question écrite n° 20954 du 6 août 1976.

Formation professionnelle continue : accès élargi à certains travailleurs.

25551. — 15 février 1978. — **M. François Dubanchet** demande à **M. le ministre du travail** de bien vouloir préciser les dispositions qu'il compte prendre tendant à faire une plus large place parmi les bénéficiaires de la formation professionnelle continue, aux travailleurs n'ayant pas reçu de formation de base ou exerçant un métier qui ne corresponde pas à leur formation.

Application de la loi modifiant le code minier.

25552. — 15 février 1978. — **M. François Dubanchet** demande à **M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication des décrets en Conseil d'Etat prévus à l'article 40 de la loi n° 77-620 du 16 juin 1977 complétant et modifiant le code minier et devant déterminer les modalités d'application de cette loi.

Enquêtes d'utilité publique : charge de la rémunération du commissaire-enquêteur.

25553. — 15 février 1978. — **M. André Bohl** demande à **M. le ministre de l'intérieur** si la rémunération d'un commissaire-enquêteur est une dépense obligatoire pour une commune, même au cas où l'autorité préfectorale exige une nouvelle enquête, du fait que le dossier de la première enquête est vicié parce que ledit commissaire-enquêteur n'a pas respecté le délai de trois jours que lui laisse le décret du 6 juin 1959 pour clore le registre d'enquête et l'envoyer au maire avec son avis.

Ventes à terme d'immeuble, assorties de prêts transmissibles : obligation de relater les caractéristiques dudit prêt.

25554. — 16 février 1978. — **M. Henri Duffaut** expose à **M. le ministre de la justice** qu'il est d'usage dans les actes de ventes en l'état futur d'achèvement ou à terme, assortis d'un prêt du Crédit foncier transmissible à l'acquéreur, de relater les principales caractéristiques du prêt transmis bien que celui-ci fasse déjà l'objet d'un acte authentique. Les partisans d'une telle théorie se fondent sur l'article 261 du code de l'urbanisme qui impose de relater les conditions relatives au maintien des primes. Cet article ne concernant que les primes à la construction et le prêt ayant fait l'objet d'un acte authentique opposable à tous, il lui demande s'il est obligatoire de relater les caractéristiques du prêt, ou s'il est suffisant de faire constater dans l'acte authentique que l'acquéreur, du fait de la substitution, prend en charge le prêt et déclare avoir reçu une copie de l'acte de prêt.

Percées du Sud des Alpes.

25555. — 16 février 1978. — **M. Francis Palmero** demande à **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire** de vouloir bien lui faire connaître le rapport de l'ingénieur général de son ministère, concernant les percées du Sud des Alpes et notamment celles du col de l'Echelle et du Mercantour. Il lui demande les perspectives de réalisation.

Handicapés : mesures prises pour faciliter leurs déplacements.

25556. — 16 février 1978. — **M. Eugène Bonnet** demande à **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire** de bien vouloir lui faire connaître quelles dispositions réglementaires ont été prises, dans les délais fixés par la loi n° 75-534 du 30 juin 1975, c'est-à-dire avant le 31 décembre 1977, afin de faciliter, comme prévu au premier alinéa de l'article 52 de la loi susvisée, les déplacements des handicapés, et en particulier pour adapter à l'utilisation, par ceux-ci, des véhicules individuels, la réglementation générale du code de la route et les normes de construction ou de propulsion des véhicules.

Conditions du régime de retraite des veuves d'agents de la SNCF.

25557. — 16 février 1978. — **M. Jean Cluzel** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (transports)** sur les conditions de durée du mariage très rigoureuses, imposées aux veuves de cheminots pour pouvoir prétendre à une pension de réversion au titre du régime de retraite des agents de la SNCF. Six ans de mariage sont en effet exigés. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour assouplir cette règle.

Zones rurales : conciliation entre les besoins de construction et le respect des sites.

25558. — 16 février 1978. — **M. Jean Cluzel** attire l'attention de **M. le ministre de la culture et de l'environnement** sur les difficultés rencontrées à la suite de la mise en application de la circulaire ministérielle du 18 mars 1977, laquelle permet de mieux protéger les milieux naturels et par là même l'interdiction des constructions, lesquelles de par leur situation seraient éventuellement de nature à porter atteinte au caractère ou à l'inérêt des sites ou des paysages naturels et le décret interministériel n° 77-755 du 7 juillet 1977 modifiant le code de l'urbanisme et relatif aux règles nationales d'urbanisme, lesquelles précisent notamment à l'article 9 : « Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions sont de nature par leur localisation ou leur destination à favoriser une urbanisation dispersée incompatible avec la vocation des espaces naturels environnants, en particulier lorsque ceux-ci sont peu équipés ». La protection des milieux naturels en zone rurale est primordiale, cependant, l'application trop stricte de cette réglementation interdit à un très grand nombre de familles toute construction en milieu rural. Il lui demande dans ces conditions de bien vouloir préciser les dispositions qu'il compte prendre tendant à assouplir les conditions d'application de ces deux dispositions réglementaires.

Transports sanitaires : application de la loi.

25559. — 16 février 1978. — **M. Jean Cluzel** demande à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de mise en application d'un certain nombre de dispositions prévues par la loi n° 70-615 réglementant les transports sanitaires en ce qui concerne notamment l'extension de la structure d'entreprises d'ambulances à celle d'entreprises de transports sanitaires, la répression de la fraude et des manquements aux obligations de l'agrément préfectoral et l'assujettissement immédiat des secteurs publics et privés aux mêmes droits et obligations conformément aux articles L. 51-1, L. 51-2 et L. 51-3 de cette loi.

Amélioration de la situation des veuves dont le mari a été prisonnier en temps de guerre.

25560. — 16 février 1978. — **M. Jean Cluzel** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation pécuniaire difficile dans laquelle se trouvent les veuves âgées de plus de soixante-dix ans, défavorisées dans la mesure où, pour la plupart, leur pension a été liquidée avant l'entrée en application de la loi du 31 décembre 1971. Parmi ces veuves, le sort de celles qui sont titulaires de la carte d'invalidité et dont, en outre, le mari a été prisonnier en temps de guerre, paraît particulièrement digne d'intérêt. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'améliorer le montant de l'avantage de vieillesse servi aux veuves qui remplissent ces différentes conditions.

Transports sanitaires : détermination du prix des prestations.

25561. — 16 février 1978. **M. Jean Cluzel** demande à **Mme le ministre de la sécurité sociale** de bien vouloir lui indiquer les perspectives de révision du décret n° 73-384, tendant à l'application de la loi n° 70-615 réglementant les transports sanitaires afin de remplacer, ainsi que le souhaite un très grand nombre de professionnels, la structure traditionnelle dite kilométrique par la structure horokilométrique, laquelle semble être mieux adaptée aux exigences de la réglementation en réalisant notamment l'inscription des prestations de services des entreprises de transports sanitaires sur la liste des produits de l'ordonnance de 1945 sur les prix.

Affections professionnelles : délai de prise en charge.

25562. — 16 février 1978. **M. Roger Poudonson** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les dispositions du décret du 10 avril 1963 modifié par le décret du 2 novembre 1972, en ce qui concerne le délai de prise en charge de trois mois pour les affections professionnelles provoquées par les produits. Il lui demande s'il n'est pas possible d'envisager un délai plus long de prise en charge, avec des mesures tendant à faciliter la prise en charge malgré le dépassement du délai lorsqu'il est clairement établi que la surdité existait réellement lors de la cessation du travail et que son origine professionnelle est nettement déterminée.

Hôpitaux : revendications des personnels.

25563. — 16 février 1978. — **M. Louis Longueue** fait part à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** du vif mécontentement des directeurs et des personnels d'encadrement des hôpitaux publics. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître quelles mesures elle compte prendre en vue de satisfaire leurs légitimes revendications qui portent sur les principaux points suivants : refonte du système de classement des hôpitaux ; formation adaptée à chaque catégorie d'agents ; rémunérations décentes et notamment extension à l'ensemble du personnel hospitalier, sans aucune exclusive, de l'indemnité de sujétion spéciale.

Fonctionnement des commissions régionales d'action sanitaire et sociale.

25564. — 16 février 1978. — **M. Daniel Hoeffel** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les conditions de fonctionnement des commissions régionales d'action sanitaire et sociale. Le décret n° 68-327 du 5 avril 1968 a confié à ces commissions le soin d'émettre un avis : sur les orientations régionales à donner aux programmes d'action sanitaire et sociale ; sur les budgets d'action sanitaire et sociale des caisses primaires d'assurance maladie et des caisses régionales d'assurance maladie ; sur leurs projets de création d'œuvres ou institutions sanitaires et sociales ; ainsi que sur l'attribution de prêts ou de subventions par ces caisses. Or cette attribution est devenue sans objet depuis la mise en place de différentes instances (conseil économique et social, commission régionale de l'hospitalisation, commission régionale de l'équipement sanitaire, commission régionale des institutions sociales et médico-sociales), qui interviennent dans la détermination de la politique régionale d'action sanitaire et sociale. Par surcroît et compte tenu de cette constatation, le fonctionnement des commissions régionales d'action sanitaire et sociale est vicié par l'absentéisme chronique de ses membres et il en résulte que la quasi-totalité de leurs avis sont juridiquement contestables, faute d'avoir pu réunir le quorum nécessaire. En conséquence, le fonctionnement de ces commissions ne correspond plus à leurs missions initiales, qui ont été vidées par l'évolution de la réglementation de toute portée réelle, de sorte que le maintien de ces commissions ne présente plus que l'inconvénient majeur de retarder l'instruction et l'exécution des affaires qui leur sont soumises. Pour ces raisons, il lui demande s'il n'apparaît pas opportun d'abroger l'article 4 du décret n° 68-327 du 5 avril 1968 et les dispositions des articles 6, 7, 9, 21 et 22 du même décret pour autant qu'ils font référence à la commission régionale d'action sanitaire et sociale.

Zones rurales : généralisation des bureaux mobiles de sécurité sociale.

25565. — 16 février 1978. — **M. Pierre Tajan** demande à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** s'il existe un projet de généralisation des bureaux mobiles de sécurité sociale dans les zones rurales et, dans le cas contraire, si dans le cadre des dispositions arrêtées par le conseil des ministres du 8 février, des expériences dans ce sens seront réalisées au cours du premier trimestre 1978. Dans la négative, il lui demande si le 1^{er} juin, lors du bilan de l'action de son ministère en faveur de l'adaptation des services dépendants de son autorité, elle entend proposer des mesures tendant à favoriser ce type d'initiative qui rapproche l'administration des administrés dans les zones rurales.

Recrutement des maîtres suppléants.

25566. — 16 février 1978. — **M. Guy Schmaus** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** à propos du recrutement de maîtres suppléants dans le département des Hauts-de-Seine. Il lui rappelle que le nombre des élèves-maîtres sortis de l'École normale en 1977 est nettement inférieur aux besoins constatés. Par ailleurs, le rem-

placement des maîtres en congé ajoute à l'acuité du problème. Le recrutement de suppléants éventuels sans formation par l'École normale ne garantit pas l'indispensable qualité de l'enseignement. De plus, la situation des jeunes gens ainsi engagés est très précaire : recrutement pour un an seulement ; condition d'âge impérieuse (moins de vingt-deux ans) ; obligation de se présenter au concours des élèves-maîtres. Sans garantie de l'emploi, sans formation approfondie, sans perspectives de stagiarisation, pas de titularisation (que permettait la législation antérieure), comment ces jeunes suppléants pourraient-ils donner toute leur mesure ? Il lui demande donc d'une part s'il peut préciser où en est le projet de créer à l'intention des suppléants éventuels un concours interne d'admission à l'École normale, d'autre part, quelles mesures concrètes il entend prendre pour assurer la formation de tous les enseignants, la stabilité de leur emploi, en même temps que serait garantie la qualité de la pédagogie à laquelle ont droit tous les enfants ?

Agents techniques de l'ex-département de la Seine : régularisation de leurs droits à pension.

25567. — 17 février 1978. — **M. André Fosset** expose à **M. le ministre de l'intérieur** qu'en décidant le 7 novembre 1975 (décision n° 97159) de renvoyer devant l'administration pour régularisation de sa situation à l'égard de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales un adjoint technique des ponts et chaussées affecté à l'ex-département de la Seine qui recevait un traitement correspondant à son grade dans le cadre de l'Etat, tandis que le département de la Seine lui versait une rémunération complémentaire destinée à lui assurer au total les émoluments afférents à sa situation dans le cadre départemental, le conseil d'Etat a considéré que « malgré les particularités de la situation administrative où se sont trouvés placés les agents de sa catégorie », le requérant était fondé à obtenir la jouissance d'une pension tenant compte de l'ensemble de sa rémunération d'activité. Il lui indique que plusieurs agents de l'Etat, fonctionnaires du cadre technique de l'ex-département de la Seine et nommés par des arrêtés préfectoraux réguliers et régulièrement approuvés, se sont trouvés dans une situation analogue et que, selon une règle rappelée le 9 juin 1962 par le préfet de la Seine au conseil général de ce département, « tous les fonctionnaires d'un même cadre sont soumis à un même statut et il est impossible de faire à l'intérieur d'un corps une discrimination quelconque ». Il lui demande, en conséquence, pourquoi le préfet de Paris laisse sans réponse les recours gracieux que les intéressés lui ont adressés pour obtenir leur affiliation à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, les contraignant à un recours contentieux auprès du tribunal administratif ainsi inutilement assailli de requêtes qui paraissent devoir recevoir des conclusions semblables à la décision rendue par la haute juridiction, si ce n'est pour chercher abusivement à gagner du temps, lésant ainsi gravement les intéressés dont certains sont encore en activité, mais dont d'autres ont déjà été admis à faire valoir leurs droits à la retraite, l'un d'entre eux ayant atteint sa 91^e année.

Accès aux emplois communaux : prorogation du report de limite d'âge.

25568. — 17 février 1978. — **M. Roger Quilliot** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** que le décret n° 72-1262 du 22 décembre 1972 reportait de trente à quarante ans la limite d'âge pour l'accès aux emplois communaux et cela pour une période de cinq ans. Ce report de limite d'âge a pris fin le 5 janvier 1978. Or, depuis la création du centre de formation des personnels communaux, en 1972, les candidats reçus aux concours organisés par cet établissement public intercommunal sont inscrits sur des listes d'aptitude valables trois ans. C'est-à-dire que les candidats extérieurs à l'administration communale, âgés de plus de trente ans au 5 janvier 1978 et qui ont été régulièrement inscrits sur les listes d'aptitude en 1976, 1977 et 1978, ne peuvent plus être nommés dans les emplois pour lesquels ils ont été reçus aux concours correspondants. Dans l'état actuel du marché du travail, il semble que les conséquences du décret du 22 décembre 1972, conséquences qui ne pouvaient être prévisibles à l'époque, soient très inopportunes. Il lui demande donc de faire proroger, pour une durée minimum de trois ans, les effets du décret du 22 décembre 1972 reportant à quarante ans la limite d'âge pour l'accès aux emplois communaux.

Régime indemnitaire des fonctionnaires départementaux.

25569. — 17 février 1978. — **M. Rémi Herment** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** que par différentes questions écrites, dont la dernière sous le n° 24002 du 21 juillet 1977 (réponse figurant au JO du 11 octobre 1977), il a eu l'honneur d'appeler son attention sur l'insoutenable anomalie du régime indemnitaire des fonction-

naires départementaux dont l'indice de rémunération est supérieur à 315 net. Il lui a été donné, à cette occasion, de s'élever contre la prétention d'une administration centrale qui, au mépris du droit des collectivités locales d'apprécier leurs besoins, a estimé que le personnel départemental « peut exercer ses fonctions dans le cadre de la durée normale du travail ». Il souhaiterait aujourd'hui savoir si les pourparlers engagés évoluent dans un sens réaliste permettant d'escompter que ce régime, parfaitement inéquitable, trouvera son terme prochainement dans le respect des responsabilités et des prérogatives des collectivités locales concernées.

Transport des élèves handicapés vers les établissements spécialisés.

25570. — 17 février 1978. — M. Rémi Herment attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les dispositions de l'article 8 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées et de ses textes d'application en ce qui concerne la prise en charge des frais de transport de ces enfants. Celles-ci prévoient, en effet, d'une part que « les frais de transport individuel des élèves et étudiants handicapés vers les établissements scolaires et universitaires, rendus nécessaires du fait de leur handicap, sont supportés par l'Etat » et, d'autre part, que « les frais de transport collectif des enfants et adolescents handicapés vers les établissements médico-éducatifs fonctionnant en externat et semi-internat seront supportés par les organismes de prise en charge ». Il apparaîtrait donc que certaines situations n'aient pas été envisagées, et ne soient pas de ce fait couvertes par les textes. On peut se trouver en présence de deux types de situations. En premier lieu, cas du transport individuel quotidien nécessité par l'état de l'élève notamment dans l'hypothèse d'absence complète de circuit de transport collectif organisé par l'établissement fréquenté ou lorsque les moyens de transport existent effectivement mais que, du fait de la dispersion des familles, il n'est pas possible d'assurer la desserte de toutes les communes concernées. Second cas, celui des frais de transport des élèves internes qui rentrent dans leur famille chaque week-end. Ces situations lui semblent anormales, voire même illogiques pour le premier cas dans la mesure où le décret n° 69-520 du 31 mai 1969 de M. le ministre de l'éducation nationale relatif au financement du transport des élèves de l'enseignement primaire et des enseignements généraux, agricoles et professionnels prévoit le versement d'une allocation en faveur des familles pour les dépenses engagées chaque jour à titre individuel quand précisément il n'existe pas de service de transport. Il lui demande, en conséquence — par analogie avec ce qui précède pour ce qui concerne le premier aspect du problème —, s'il ne conviendrait pas d'envisager toutes modifications utiles à la réglementation actuelle afin de remédier aux anomalies ci-dessus décrites, en prévoyant les dispositions qui permettraient la prise en charge des transports individuels pour les enfants se rendant dans des établissements spécialisés. Il insiste sur le fait que, là encore, et à défaut, les collectivités locales seront sans doute amenées à intervenir, seules ou en complément de l'Etat, pour assurer la prise en charge totale ou partielle du transport des élèves handicapés.

*Exonération du recours à un architecte :
détermination de la surface minimale.*

25571. — 17 février 1978. — M. Hubert Peyou appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire sur les conséquences à certains égards des dispositions de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977, article 3, sur l'architecture. Cet article fait obligation à toute personne qui désire entreprendre des travaux soumis à autorisation de construire de faire appel à un architecte ou à un technicien agréé en architecture pour établir le projet faisant l'objet de la demande de permis. Certes, le décret n° 77-190 du 3 mars 1977 modifié a institué une dérogation pour certains travaux et notamment pour la construction de maisons individuelles par des personnes physiques et pour elles-mêmes ou dans certains cas pour leur famille. Mais cette dérogation est très limitative puisqu'elle fixe un plafond de 250 mètres carrés y compris les combles dès lors que ceux-ci ont une hauteur supérieure à 1,80 mètre. Or dans le département des Hautes-Pyrénées, comme dans beaucoup d'autres, la pente imposée de la toiture entraîne, dans presque tous les cas, une hauteur supérieure et donc un dépassement de ces 250 mètres carrés. Il en résulte une pénalisation pour de nombreuses entreprises et si une modification de cette surface plafond n'intervient pas, elles se trouveront dans l'obligation de licencier le personnel des bureaux d'études qu'elles avaient constitués. Il souhaiterait que la surface hors œuvre au-delà de laquelle l'intervention d'un architecte deviendrait obligatoire soit portée à 200 mètres carrés compte tenu de la nouvelle définition de la surface hors œuvre brute donnée par la circulaire n° 77-120 du 28 novembre 1977.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

Fonction publique.

Loi Roustan : facilités d'application.

21440. — 12 octobre 1976. — M. Charles Zwickert demande à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (fonction publique), quelles initiatives le Gouvernement compte prendre, notamment en déposant un projet de loi, pour adapter la loi Roustan de 1921 concernant le rapprochement des époux fonctionnaires, en vue d'en faciliter l'application.

Réponse. — Les services chargés de la gestion des personnels s'efforcent de favoriser les rapprochements d'époux et les commissions administratives paritaires, appelées à donner leur avis en matière de mutations, sont très attentives aux situations familiales ; mais le contexte dans lequel s'insèrent les mutations limite les possibilités offertes par la loi. En effet, les difficultés présentes sont essentiellement dues à l'accroissement du nombre des agents féminins occupant un emploi, à une plus grande mobilité des fonctionnaires et des salariés du secteur privé, et à une très inégale répartition des demandes quant aux départements sollicités pour les rapprochements. En effet, la plupart des demandes concernant les départements du Midi de la France. Compte tenu de ce contexte, il ne semble pas qu'une modification de la loi du 30 décembre 1921, dite loi Roustan, soit susceptible d'apporter des améliorations sensibles à la situation présente. En outre, il convient de souligner que les impératifs d'une stricte répartition des emplois selon les besoins des services, la nécessité de prendre en compte les vœux des agents lors des premières affectations, le souci de pouvoir régler favorablement d'autres situations sociales également dignes d'intérêt sont autant d'éléments qui vont à l'encontre d'une extension du régime en vigueur. Soucieux de promouvoir une politique de la famille en faveur de ses agents, le Gouvernement s'est donc attaché à agir dans d'autres directions. C'est ainsi qu'il incite les administrations centrales à installer certains de leurs services en province et qu'il favorise l'introduction de mesures telles que le régime de travail à mi-temps ou la position de congé postnatal.

Fonctionnaire partant à la retraite : versement d'une indemnité.

24514. — 3 novembre 1977. — M. Jean Sauvage demande à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (fonction publique) de bien vouloir préciser les dispositions qu'il compte prendre tendant à permettre à court ou moyen terme le versement aux fonctionnaires de l'Etat et des collectivités locales d'une indemnité de départ à la retraite proportionnelle à l'indemnité de service mais qui pourrait être égale au minimum à environ trois mois de traitement.

Réponse. — La création d'une indemnité de départ à la retraite se conçoit lorsqu'il y a rupture entre les ressources procurées par le traitement d'activité et celles obtenues au titre de la retraite. Or, le paiement mensuel, progressivement mis en place depuis l'intervention de l'article 62 de la loi n° 74-1123 du 30 décembre 1974, modifiant l'article L. 80 du code des pensions civiles et militaires de retraite, assure un versement plus rapide des pensions auxquels les retraités ont droit et tend à leur éviter une privation de ressources à un moment crucial de la vie du fonctionnaire. Lorsque la mise en paiement de la pension est retardée pour raisons diverses, les articles R. 101 à R. 104 du code prévoient que les fonctionnaires civils et militaires admis à faire valoir leurs droits à pension reçoivent, à compter du 1^{er} jour du mois civil qui suit la cessation d'activité, à titre d'avance sur pension, une allocation provisoire égale au montant arrondi au franc inférieur de la somme à laquelle la liquidation sommaire établie dès leur mise à la retraite permet d'évaluer leur pension. Cette possibilité est également ouverte aux veuves et orphelins des fonctionnaires civils et militaires retraités en attendant le règlement définitif de leur pension.

*Femmes fonctionnaires :
facilités pour exécution du service.*

24666. — 17 novembre 1977. — M. René Chazelle demande à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (fonction publique) de lui fournir un bilan des mesures prises pour permettre aux femmes fonctionnaires de concilier les exigences de leur vie familiale et les nécessités de l'exécution de leur service (réalisation d'équipements collectifs ; travail à mi-temps, etc.).

Réponse. — Le Gouvernement attache un intérêt tout particulier aux mesures susceptibles de permettre aux femmes fonctionnaires de concilier les exigences de leur vie familiale et la poursuite de leur activité professionnelle. C'est pourquoi il s'est efforcé de compléter, au cours des dernières années, les dispositions relatives à la maternité et à l'éducation des enfants, ainsi que la réglementation portant sur l'aménagement du temps de travail. Le personnel féminin bénéficie d'un congé pour couches et allaitement d'une durée totale de quatorze semaines. Ce congé comporte le versement de la totalité du traitement et est assimilable à une période d'activité en ce qui concerne l'avancement et les droits à pension. Si un état pathologique, attesté par certificat médical comme résultant de la grossesse ou des couches, le rend nécessaire, la période d'arrêt de travail est augmentée de la durée de cet état pathologique, sans pouvoir excéder huit semaines avant la date présumée de l'accouchement et douze semaines après la date de celui-ci, soit un congé total maximum de vingt semaines. L'agent qui a bénéficié durant l'année en cours d'un congé de maternité peut néanmoins prétendre à l'octroi de son congé annuel. Le congé d'adoption, d'une durée de huit semaines, prévu par la loi du 9 juillet 1976 portant diverses mesures de protection sociale de la famille, permet l'accueil de l'enfant au foyer. Cette même loi du 9 juillet 1976 a institué une nouvelle position du fonctionnaire : le congé postnatal, ouvert à la femme fonctionnaire à la suite du congé pour couches et allaitement ou du congé d'adoption (sous la réserve que l'enfant ait moins de trois ans lors de son arrivée au foyer). Ce congé est accordé de droit pour une durée maximale de deux ans. L'intéressée cesse de bénéficier de ses droits à rémunération et à la retraite, mais pendant cette période, elle conserve ses droits à l'avancement réduits de moitié ; la réintégration est de plein droit. La mise en disponibilité est accordée de droit à la femme fonctionnaire, sur sa demande, pour élever un enfant de moins de huit ans ou atteint d'une infirmité exigeant des soins continus. L'âge de l'enfant a été fixé à huit ans à la suite d'un décret modificatif du 17 décembre 1975. Auparavant cet âge était de cinq ans. Dans la mesure où le fonctionnement du service le permet, des facilités d'absence peuvent être accordées aux mères de famille pour soigner un enfant malade ou assurer momentanément la garde d'un jeune enfant. Ces autorisations d'absence ne peuvent excéder au total douze jours ouvrables si elles sont fractionnées, ou quinze jours consécutifs par an. Il convient, en outre, de citer, parmi les mesures prises en faveur des femmes élevant un enfant ou ayant élevé un enfant et qui souhaitent se présenter à un concours d'accès à un corps de catégorie A, le report de la limite d'âge à quarante-cinq ans. Cette disposition a été introduite par l'article 21 de la loi n° 78-617 du 9 juillet 1976 portant diverses mesures de protection sociale de la famille. Enfin, s'agissant du temps de travail, les efforts ont porté sur les développements depuis 1975 de la formule des horaires variables qui avait été expérimentée en 1973, et l'aménagement d'un régime de travail à mi-temps. L'introduction par la loi du 19 juin 1970 du régime de travail à mi-temps permet aux agents se trouvant dans certaines situations, précisées par des textes réglementaires (un décret du 23 décembre 1970 et un décret du 23 décembre 1975), d'organiser leur temps de travail de manière à faire face à des obligations personnelles tout en conservant leur emploi. Ce régime est ouvert notamment, aux mères d'un enfant de moins de douze ans ; cet âge va bientôt être porté à seize ans (un projet de décret en ce sens est sur le point d'être soumis au Conseil d'Etat). Les horaires de travail sont fixés en accord avec le chef de service et en tenant compte de l'intérêt du service. La possibilité d'obtenir un travail à mi-temps est essentiellement utilisée par les femmes fonctionnaires qui représentent 98,6 p. 100 des bénéficiaires ; la dernière enquête montre par ailleurs que 90,2 p. 100 des demandes ont été accordées afin de permettre l'éducation d'un enfant âgé de moins de douze ans. Ces deux éléments font apparaître l'aide apportée par le régime à mi-temps aux mères désireuses de poursuivre leur vie professionnelle et de s'occuper de leurs enfants. Par ailleurs, l'action des services sociaux des administrations permet d'apporter aux femmes fonctionnaires divers avantages annexes. Ainsi, indépendamment de l'action propre à chaque ministère, de 1972 à 1977, il a été réservé au niveau interministériel 580 places dans des crèches administratives ou municipales dans les grandes agglomérations urbaines. Les taux des prestations qui intéressent les mères de famille et leur enfants ont été revalorisés en dernier lieu par une circulaire interministérielle FP n° 1285 et 3A-69 du 21 avril 1977. Les prestations sont les suivantes : allocation pour garde d'enfants de moins de trois ans (10 francs par jour), allocation pour garde d'enfants handicapés de moins de dix-huit ans révolus (10 francs par jour), allocation journalière versée aux mères de famille séjournant en maison de repos accompagnées de leurs enfants (35,50 francs par jour), allocation d'adoption (2 126,80 francs au 1^{er} janvier 1978), allocations spéciales pour enfants handicapés poursuivant leurs études entre vingt et vingt-cinq ans, allocations journalières diverses pour les séjours d'enfants en colonies de vacances, en maisons et villages familiaux de vacances, en centres aérés, en classes de neige, mer et nature, régime de prêts sans intérêts pour les jeunes ménages,

secours divers, etc. La réglementation actuellement en vigueur en faveur des femmes fonctionnaires est encore perfectible et la direction générale de l'administration et de la fonction publique ne manque pas d'examiner les améliorations susceptibles d'y être apportées.

Indemnité de résidence : suppression des zones de salaire.

25241. — 12 janvier 1978. — **M. Jean Colin** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Fonction publique)** sur le fait que la notion de zones de salaire ne subsistant plus que pour l'indemnité de résidence, cette dernière survivance entraîne de ce fait une différence de traitement entre des salariés résidant dans des communes voisines et souvent d'importance très différentes. Cette situation est particulièrement incompréhensible dans le cadre d'un même département et, à plus forte raison, à l'intérieur d'un même canton. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de supprimer cet état de fait.

Réponse. — Les zones d'indemnité de résidence ont été instituées à une époque où il importait de tenir compte des particularités propres à chaque localité tant au point de vue géographique que sur le plan économique. Depuis 1968, le Gouvernement s'est attaché à mener une politique d'amélioration du régime d'indemnité de résidence, notamment par l'intégration progressive de l'indemnité dans le traitement soumis à retenue pour pension, et par la réduction du nombre de zones. A cet effet, le nombre de zones est passé de six en 1968 à trois actuellement, et parallèlement l'écart constaté entre ces zones est passé de 6,55 p. 100 à 2,82 p. 100. Toutes ces mesures résultent des accords salariaux conclus ces dernières années entre le Gouvernement et les organisations syndicales de la fonction publique. A l'heure actuelle, il n'est pas possible de préjuger les mesures susceptibles d'être envisagées pour l'année 1978.

AGRICULTURE

Planteurs de tabac : situation dans le Lot-et-Garonne.

25030. — 16 décembre 1977. — **M. Henri Caillavet**, saisi par des planteurs de Lot-et-Garonne, dont les pieds de tabac ont été atteints par la moisissure à cause des pluies, et ce, bien avant la récolte, demande à **M. le ministre de l'agriculture** si la caisse nationale des calamités est susceptible, dans ces conditions, de les garantir, alors que ce risque imprévisible ne semble pas expressément couvert par l'assurance.

Réponse. — La situation des planteurs de tabac (notamment ceux du Lot-et-Garonne) qui ont subi des dommages du fait de la stagnation des eaux, a été examinée par la commission nationale des calamités agricoles lors de sa séance du 21 décembre 1977 ; le principe de leur indemnisation par le fonds national de garantie contre les calamités agricoles a été admis, en considération du fait que les planteurs de tabac contribuent à alimenter le fonds et que le risque considéré n'est pas assurable.

ANCIENS COMBATTANTS

Enfants de coopérants morts à l'étranger : attribution de la qualité de « pupille de la nation ».

24413. — 25 octobre 1977. — **M. Jacques Habert** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** s'il ne lui paraîtrait pas juste d'étendre les dispositions des articles L. 461, L. 462 et L. 463 du code des pensions et des victimes de guerre, afin que la qualité de « pupille de la nation » puisse être accordée aux enfants de coopérants morts à l'étranger en service commandé ou dans l'accomplissement de leur tâche.

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire appelle les réponses suivantes : 1° l'adoption par la nation ne résulte pas d'une décision administrative mais d'un jugement du tribunal de grande instance fondé, en l'état actuel des dispositions législatives, sur la constatation d'une relation de cause à effet entre le décès du père et le fait de la guerre ; 2° seule, une disposition législative autorisant les tribunaux à prendre en considération les requêtes présentées en faveur des orphelins des coopérants serait susceptible de permettre l'adoption des mineurs par la nation ; 3° la loi n° 77-1408 du 23 décembre 1977 (publiée au *Journal officiel* du 24 décembre 1977) accorde une protection particulière aux enfants de certains militaires tués ou blessés accidentellement en temps de paix. La mise en œuvre de ce texte incombe au ministère de la défense.

DEFENSE

Situation de la SNIAS-Suresnes.

24671. — 18 novembre 1977. — **M. Robert Pontillon** appelle l'attention de **M. le ministre de la défense** sur la situation de la SNIAS-Suresnes qui se détériore lentement et inexorablement. Directement concerné par tout ce qui affecte la capacité d'emploi et le devenir industriel de Suresnes, il a déjà eu l'occasion d'alerter le Gouvernement à ce sujet. Aujourd'hui, les risques de démantèlement de cet établissement semblent malheureusement se préciser. En effet, contrairement aux assurances données, il y a quelques mois, plus de 300 licenciements sont prévus d'ici la fin de l'année. Une telle perspective équivalait pratiquement à la liquidation du potentiel de recherche existant à la SNIAS-Suresnes, alors que la société nationale continue à sous-traiter certaines études à l'extérieur. Par ailleurs la SNIAS a entrepris depuis plusieurs années des études susceptibles d'intéresser le marché international de l'aviation civile et militaire. Le développement de ces études permettrait sans doute à l'établissement de Suresnes de maintenir une activité de centre de recherche avancée dans les domaines où la société nationale a largement fait preuve de sa haute compétence technique. Il lui demande si le Gouvernement qui ne peut rester indifférent à cette situation envisage de réagir à une évolution qui met progressivement en cause le devenir d'une industrie qui commande, dans un domaine essentiel, l'indépendance économique et technologique du pays et qui affecte dans ses conséquences l'équilibre socio-économique d'un important département de la région parisienne.

Réponse. — Dans le cadre de mesures de restructuration destinées à adapter son potentiel au plan de charge et à améliorer sa compétitivité internationale tout en sauvegardant sa capacité technique, la SNIAS a été amenée à regrouper ses moyens d'études à Toulouse et à transformer l'établissement de Suresnes en centre technique travaillant au bénéfice de l'ensemble de la société. Toutes mesures (prétraitements avec bénéfice des indemnités correspondantes, mutations dans d'autres établissements de la SNIAS et en tout premier lieu dans ceux de la région parisienne, reclassement dans d'autres sociétés après stages de formation, etc.) sont prises pour que les évolutions des effectifs résultant de la nécessaire adaptation des moyens industriels de la SNIAS soit réalisée en tenant compte au mieux de la situation de chacun des personnels concernés.

Famille de militaires : soins du service de santé des armées.

25121. — 23 décembre 1977. — **M. Louis Le Montagner** demande à **M. le ministre de la défense** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret prévu à l'article 1^{er}, alinéa 4 de la loi n° 75-1000 du 30 octobre 1975, modifiant la loi n° 72-562 du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires et édictant des dispositions concernant les militaires de carrière ou servant en vertu d'un contrat, article relatif aux conditions dans lesquelles les familles des militaires ainsi que les anciens militaires et leur famille peuvent bénéficier des soins du service de santé des armées.

Réponse. — Le projet de décret auquel fait allusion l'honorable parlementaire est en cours de signature. Sa publication doit intervenir prochainement.

Situation des employés d'un établissement militaire.

25182. — 2 janvier 1978. — **Mme Marie-Thérèse Goutmann** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur la situation préoccupante de PERGM/AU, à Neuilly-Plaisance. Cet établissement est spécialisé dans la réparation du matériel militaire et en particulier dans la rénovation des véhicules « Jeep ». Modernisé en 1945, son effectif comportait 615 personnes en 1965, 400 en 1974 lorsque a été décidée la fermeture de l'usine de la Maltournée. Cependant, dès cette date, des possibilités existaient pour poursuivre l'entretien de véhicules similaires à la Jeep et pour la reconversion dans la réparation ou la fabrication d'autres matériels. Au lieu d'utiliser ces possibilités, le ministère de la défense a choisi la solution de l'abandon de cette usine pourtant efficace et compétitive. 200 personnes ont été mutées ou mises à la retraite anticipée, 100 autres seront mises à la retraite en 1978. Il restera 100 ouvriers pour lesquels une mutation en province entraînerait une perte de salaire importante, sans doute la perte de l'emploi de leur conjoint et des problèmes de logement d'autant plus difficiles que beaucoup d'entre eux ont acheté un pavillon dans la région de Neuilly-Plaisance. Encore aujourd'hui il est possible de faire vivre cette usine et de développer son activité. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour empêcher

la fermeture de l'établissement de la Maltournée et faire en sorte que les 200 travailleurs encore employés ne soient lésés ni dans leur rémunération ni dans leurs conditions de travail et de logement ; 2° pour maintenir et développer le potentiel productif de l'ERGM/AU en tenant compte des techniques nouvelles ; ce qui permettrait non seulement le maintien de l'emploi des 200 travailleurs mais la création d'emplois nouveaux.

Réponse. — La situation des ouvriers de l'atelier de réparation automobile de l'armée de Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis) fait l'objet d'une attention particulière. Afin de faciliter, aux plans professionnel et familial, les reclassements, il est tenu le plus grand compte des desiderata exprimés. C'est ainsi que les ouvriers mutés en province étaient tous volontaires et qu'ils ont reçu l'affectation de leur choix. A la quarantaine d'ouvriers dont la situation restera à régler en 1978 après les départs à la retraite, par limite d'âge ou sur demande, des affectations seront proposées en région parisienne.

ECONOMIE ET FINANCES

Retraités de l'office chérifien des phosphates : imposition.

20344. — 1^{er} juin 1976. — **M. Francis Palmero** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour contrôler la mise en application effective des instructions aux fonctionnaires de son ministère. Il se permet de lui citer notamment le cas de la double imposition des retraités de l'office chérifien des phosphates. Une instruction datée du 29 mars 1973 adressée aux comptables du Trésor n'est pas toujours appliquée par les fonctionnaires du Trésor, perpétuant ainsi des inégalités choquantes.

Retraités de l'office chérifien des phosphates : imposition.

24578. — 10 novembre 1977. — **M. Francis Palmero** rappelle à **M. le ministre délégué à l'économie et aux finances** les termes de sa question écrite n° 20344 du 1^{er} juin 1976 dans laquelle il lui demandait de bien vouloir faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour contrôler la mise en application effective des instructions aux fonctionnaires de son ministère. Il se permettait notamment de lui citer le cas de la double imposition des retraités de l'office chérifien des phosphates. Une instruction datée du 29 mars 1973 adressée aux comptables du Trésor ne semble pas être appliquée par ces fonctionnaires, perpétuant ainsi des inégalités choquantes.

Réponse. — L'instruction datée du 29 mars 1973 citée par l'honorable parlementaire a été diffusée à l'ensemble des comptables du Trésor pour préciser à leur intention les conditions d'application de la convention d'assistance administrative signée entre la France et le Maroc le 29 mai 1970. Ce document traite notamment de l'apurement de la situation née de la double imposition des pensions, retraites et rentes viagères ; il rappelle les mesures provisoires qui avaient été prises dès 1965 pour éviter les inconvénients de cette double imposition, et fixe les mesures à prendre par les comptables pour résoudre les difficultés susceptibles de surgir en la matière. Si, en dépit de ces dispositions, certaines situations n'étaient pas encore régularisées, il conviendrait d'en saisir l'administration centrale du ministère de l'économie et des finances qui serait ainsi mise en mesure de procéder à une enquête par l'indication précise des nom et adresse des intéressés sur lesquels l'attention a été appelée.

EQUIPEMENT ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Saint-Martin-le-Vinoux (Isère) : interdiction de traversée par les convois exceptionnels.

24959. — 10 décembre 1977. — **M. Paul Jargot** appelle à nouveau l'attention de **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire** sur les conséquences de la traversée de la commune de Saint-Martin-le-Vinoux (Isère) par des convois exceptionnels. Il lui demande que les textes réglementaires dont la parution est nécessaire pour permettre à ces convois d'emprunter l'autoroute A 48 tout proche soient publiés conformément aux engagements pris par son prédécesseur.

Réponse. — L'arrêté interministériel d'application du décret n° 77-1058 du 30 août 1977 portant modification de l'article R. 43-4 du code de la route ne prévoit que deux exceptions à l'interdiction générale des convois exceptionnels sur autoroute qui doit demeurer la règle absolue pour des motifs évidents de sécurité. Ces dérogations

concernent, d'une part, certains convois de grande longueur, qui ont une largeur ne dépassant pas 2,50 mètres et sont donc très peu gênants pour la circulation générale sur autoroute; d'autre part, les très gros convois, qui se heurtent à une impossibilité matérielle et ponctuelle de passage (pont de portance insuffisante, tirant d'air trop faible). Les inconvénients provoqués par le passage de convois exceptionnels dans une traversée d'agglomération ne peuvent être pris en compte pour renvoyer systématiquement les convois sur autoroute, sous peine de dénaturer complètement la portée des dérogations de ce type qui ne pourront être accordées que pour un nombre de cas limités et pour quelques transports spécialement lourds et encombrants. La publication du texte d'application susvisé n'apportera donc aucune solution au cas particulier de Saint-Martin-le-Vinoux. Les conditions de circulation des convois dans la traversée de cette agglomération pourraient être améliorées dans le cadre de l'exercice des pouvoirs de police conférés au maire par le code de l'administration communale (art. L. 131-4) en réglementant, notamment, plus rigoureusement le trafic (interdictions certains jours et heures...) et en sanctionnant les infractions commises.

Transports.

Pilotes des stations françaises d'Algérie : pension de retraite.

24600. — 10 novembre 1977. — **M. Lucien Grand** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur la situation des pilotes retraités et des veuves de pilotes de port des stations françaises d'Algérie. Il lui expose que, depuis le 1^{er} avril 1972, date à laquelle le Gouvernement algérien a nationalisé les stations, les pilotes retraités ne peuvent pas percevoir leur pension complémentaire prévue par la loi du 28 mars 1928 et le décret du 7 avril 1928. Comme un certain nombre de pilotes sont très âgés et que les intérêts concernés sont en attente depuis déjà plusieurs années, il apparaît équitable de régler cette situation le plus tôt possible. En conséquence, il lui demande quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre en faveur des pilotes français d'outre-mer, afin que ceux-ci n'aient plus le sentiment d'être oubliés. (*Question transmise à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire [Transports].*)

Réponse. — 1° Les pilotes maritimes perçoivent deux pensions quand ils prennent leur retraite : l'une est versée par l'établissement national des invalides de la marine, organisme public; l'autre par la caisse des pensions de la station de pilotage dont ils ont fait partie, organisme privé. Les pilotes retraités ayant exercé leurs fonctions en Algérie perçoivent régulièrement la pension de l'établissement national des invalides de la marine; 2° s'agissant de la pension particulière du pilotage, les pilotes français d'Algérie pourraient, grâce à la capitalisation des versements qu'ils ont effectués en activité, recevoir une pension si le gouvernement algérien, qui, par la réforme du pilotage intervenue le 1^{er} avril 1972, se substituait aux caisses des anciennes stations, avait continué à en assurer le paiement; 3° le Gouvernement français est donc intervenu en ce sens, par la voie diplomatique, auprès des autorités algériennes, et le ministère des affaires étrangères de la République algérienne a fait connaître, par une note en date du 22 mai 1974, que l'établissement de protection sociale des gens de mer aurait désormais la charge de régler les arrérages des pensions complémentaires au profit des pilotes bénéficiant d'une pension à la date où l'activité de pilotage a été confiée à l'office national des ports algériens; 4° si des pilotes pensionnés se trouvaient dans cette situation et ne percevaient pas les pensions auxquelles ils peuvent prétendre, il conviendrait qu'ils saisissent de leur cas le secrétariat général de la marine marchande en vue d'une intervention appropriée auprès des autorités algériennes compétentes.

Société des transports de Dunkerque : situation sociale.

24699. — 22 novembre 1977. — **M. Gérard Ehlers** appelle tout particulièrement l'attention de **M. le ministre du travail** sur la gravité de la situation sociale du personnel de la société des transports de Dunkerque et extensions (STDE). Il lui expose que les revendications concernant les salaires et les conditions de travail, déposées depuis février 1977, restent à ce jour non satisfaites. Il insiste sur le fait que : 1° les salaires pratiqués accusent un retard de 16 p. 100 (300 francs par mois) sur ceux d'autres réseaux appartenant à la même société et 500 francs par mois sur ceux d'une autre société; 2° les nouveaux horaires imposés obligent à travailler plus tôt le matin (à partir de 4 h 20) et plus tard le soir (jusqu'à 22 h 50); 3° l'amplitude de travail, fixée à 12 heures maximum par la convention est portée à 13 h 30, suite à une décision unilatérale, sans que cette question fasse l'objet (conformément à la loi), d'une réunion du comité d'entreprise; 4° sur certaines

lignes, les chauffeurs-receveurs effectuent plus de neuf heures d'affiliée au volant. Ce personnel possédant une haute conscience professionnelle, malgré la gêne que cela cause aux usagers, s'est trouvé dans l'obligation de se mettre en grève, face à l'intransigeance de la direction de la société. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre afin d'imposer à la STDE de meilleurs salaires et conditions de travail, tout particulièrement justifiées dans cette entreprise. (*Question transmise à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire [Transports].*)

Réponse. — Un accord comportant des garanties d'évolution progressive des rémunérations est intervenu entre les parties intéressées le 28 novembre 1977. Il a permis de mettre fin au conflit. En ce qui concerne les conditions de travail et notamment les questions relatives aux horaires, à l'amplitude journalière et à la durée de conduite, il n'apparaît pas qu'elles soient en infraction avec les dispositions de l'arrêté du 12 novembre 1942 portant réglementation du travail dans les entreprises de transports urbains. S'il en était autrement, il appartiendrait aux agents concernés ou à leurs représentants qualifiés de saisir l'inspection du travail (Transports).

Maintien de la ligne Saint-Rémy—Tarascon.

24737. — 24 novembre 1977. — **M. Jean Francou** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat auprès de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports)** sur l'intérêt économique qui s'attache au maintien de la voie ferrée Saint-Rémy—Tarascon, dans le nord du département des Bouches-du-Rhône. En effet, cette voie ferrée permet l'écoulement rapide, sûr et continu d'une partie importante de la production maraîchère et fruitière de cette région. Il lui demande que soit confirmé le maintien de l'exploitation de cette voie ferrée.

Réponse. — La ligne de chemin de fer allant de Saint-Rémy à Tarascon est une voie ferrée d'intérêt local exploitée par la régie départementale des transports des Bouches-du-Rhône. Depuis quelques années, le tonnage transporté n'a cessé d'y décroître et, de ce fait, les recettes sont en baisse continue. Cependant une fermeture de cette ligne n'est pas envisagée dans l'immédiat et le conseil général des Bouches-du-Rhône aura, en tout état de cause, à se prononcer sur cette mesure.

Aérotrain : fin des essais.

25114. — 21 décembre 1977. — **M. André Picard** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports)** s'il est exact qu'il ait été décidé de mettre prochainement fin aux essais et démonstrations de l'aérotrain sur la ligne expérimentale qui avait été construite à cet effet dans la région d'Orléans. Il lui saurait gré, dans l'affirmative, de bien vouloir lui faire connaître les motifs de cette décision. Il aimerait connaître, par ailleurs, le montant total des sommes qui ont été investies par l'Etat dans cette opération.

Réponse. — En accord avec la société de l'aérotrain, il a été effectivement décidé de mettre fin en 1978 aux essais et aux démonstrations de la version interurbaine de l'aérotrain sur la ligne expérimentale construite près d'Orléans. En effet, de très nombreux essais ont été réalisés avec deux systèmes de propulsion différents : le moteur à hélice et le réacteur, et la mise au point de la version interurbaine de l'aérotrain est maintenant considérée comme terminée. Des essais complémentaires ne paraissent plus utiles à ce stade. Par ailleurs, les nombreuses démonstrations organisées à l'intention des personnalités françaises et étrangères ont donné lieu à des appréciations favorables du système, notamment de la part des visiteurs étrangers qui ont pu apprécier l'intérêt de la sustentation par coussin d'air. Le système d'aérotrain est maintenant bien connu et ses possibilités ont été largement appréciées. La ligne expérimentale sera d'ailleurs maintenue, permettant la reprise éventuelle des essais ou démonstrations si la nécessité s'en fait sentir. La société de l'aérotrain poursuit sa prospection commerciale, en vue de passer à des réalisations de lignes d'aérotrain. La dépense publique pour le programme aérotrain est évaluée à environ 87 millions de francs entre 1965 et 1974 à la fois pour la construction de la ligne expérimentale et au titre d'avance remboursable pour les études et essais de mise au point. Le programme de développement de l'aérotrain se continue puisque la mise au point de la motorisation de la version suburbaine du véhicule fait l'objet de travaux. Si ces études débouchaient, une application du système aérotrain en version suburbaine dans une agglomération française pourrait être envisagée.

INDUSTRIE, COMMERCE ET ARTISANAT

Développement des offres d'emploi : rapprochement entre l'ANPE et les chambres de métiers.

24776. — 24 novembre 1977. — **M. Roger Poudonson**, se référant à la lettre d'information du ministère de l'industrie et de la recherche (17 mai 1977, n° 60), demande à **M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat** de lui préciser la nature des expériences entreprises dans le cadre du développement des possibilités d'emploi par « un rapprochement entre les agences pour l'emploi, les chambres de métiers et les organismes professionnels ».

Réponse. — Deux enquêtes réalisées en début d'année 1977 ont permis de constater qu'en dépit de la conjoncture actuelle sur le marché de l'emploi, le secteur des métiers cherche à embaucher environ 80 000 personnes et n'y parvient pas. Cette situation tient normalement au fait que les entreprises artisanales recrutent encore la plupart de leurs salariés en limitant leurs recherches à leur environnement immédiat, le recours systématique à l'Agence nationale pour l'emploi demeurant rare. C'est la raison pour laquelle diverses expériences ont été récemment tentées en vue de déterminer les obstacles à éliminer pour permettre aux services de l'agence d'apporter leur aide à l'artisanat. Ces expériences se sont déroulées avec la participation active des agences locales de l'emploi et des chambres de métiers des départements du Nord, de l'Oise et de la région Auvergne. Elles ont consisté, d'une part, à rapprocher les responsables locaux des services de l'emploi et du secteur des métiers afin que s'instaure entre eux une concertation confiante et régulière, le souci d'une étroite coopération et d'une constante information mutuelle. Parallèlement, des actions concrètes ont été conduites : organisation dans les agences de panneaux « libre service » affichant les offres d'emploi du secteur des métiers, présentation audio-visuelle des métiers artisanaux, effort commun de mise en œuvre des dispositions du pacte national pour l'emploi. Les leçons tirées de ces expériences vont permettre la mise sur pied d'une politique générale et systématique de rapprochement des services de l'emploi et du secteur des métiers dont les objectifs seront l'amélioration de la connaissance réciproque des parties en présence, le développement du recensement et de la satisfaction des offres et demandes d'emploi et une coopération systématique dans le domaine de la formation des demandeurs d'emploi.

Artisanat : responsabilité du chef d'entreprise.

24999. — 14 décembre 1977. — **M. André Fosset**, attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat** sur le frein que constitue pour l'installation d'entreprises individuelles artisanales la responsabilité indéfinie du chef d'entreprise sur ses biens propres résultant de la confusion des patrimoines de l'entreprise et de la famille. Il lui demande s'il ne conviendrait pas, ainsi que le souhaite le Conseil économique et social dans une étude sur les possibilités de création d'emplois dans le secteur artisanal, de procéder à une étude permettant de dégager les critères d'une nouvelle forme d'entreprise individuelle dans laquelle le patrimoine professionnel serait séparé du patrimoine de la famille.

Réponse. — Un groupe de travail, placé auprès du garde des sceaux, ministre de la justice, examine les modalités de la création éventuelle d'une nouvelle forme de société, adaptée aux caractères de l'entreprise familiale individuelle. Il est prématuré de définir les conclusions du groupe de travail, dont le rapport sera, en temps voulu, porté à la connaissance des pouvoirs publics.

Code minier : parution des textes d'application de la loi.

25135. — 23 décembre 1977. — **M. Roger Poudonson** appelle l'attention de **M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat** sur l'application de la loi n° 77-620 du 16 juin 1977 complétant et modifiant le code minier. Il lui demande de lui préciser les perspectives de publication des décrets d'application de cette loi.

Réponse. — Les décrets d'application de la loi n° 77-620 du 16 juin 1977 complétant et modifiant le code minier sont en cours d'élaboration interministérielle et devraient paraître prochainement. En tout état de cause, l'ensemble de ces décrets, au nombre d'une dizaine, devrait être publié dans le courant du premier semestre de cette année.

Revendications des femmes d'artisans.

25247. — 13 janvier 1978. — **M. Anicet Le Pors** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat** sur la situation très préoccupante des femmes d'artisans dont lui a fait

part l'association des femmes d'artisans du Finistère. Celles-ci supportent depuis longtemps de nombreuses entraves à l'exercice de leurs responsabilités puisqu'elles n'ont pas d'existence juridique ni sociale et ceci bien qu'elles occupent en général une place indispensable dans la gestion de l'entreprise artisanale. Il lui rappelle que de nombreux travaux ont été effectués et des promesses faites par le Gouvernement sans qu'aucune suite n'ait été donnée. L'association précitée a d'ailleurs fait parvenir une lettre documentée au ministre de la santé et de la sécurité sociale sans obtenir de réponse à ce jour. Les femmes d'artisans présentent les revendications suivantes : 1° avoir le statut de collaboratrices avec double inscription au répertoire des métiers et, pour celles qui le souhaitent, le statut de salariées ; 2° bénéficier d'une déduction totale des salaires et charges y afférents ; 3° être exonérées de leurs droits sur le patrimoine. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour satisfaire ces revendications.

Réponse. — Le Gouvernement s'est penché, très tôt, sur les problèmes rencontrés par les femmes d'artisans et de commerçants. L'honorable parlementaire n'est pas sans savoir que le rapport effectué à la demande du Gouvernement a connu des suites. Il ne faut pas oublier que l'examen des mesures à prendre doit s'accompagner d'une importante concertation interministérielle et surtout bénéficier d'un large consensus des milieux socio-professionnels. Plusieurs décisions ont déjà été prises : la loi de finances pour 1978 a porté à 9 000 francs la déduction du salaire du conjoint, du bénéfice imposable ; la qualité de collaboratrice sera reconnue aux femmes qui travaillent dans l'entreprise de leur mari, effectivement et régulièrement sans percevoir de salaire. Cette qualité fera l'objet d'une mention au registre du commerce et au répertoire des métiers. Les modalités d'application et de contrôle sont en train d'être définies par les ministères concernés. D'autre part un décret est mis à l'étude, et soumis à l'avis de l'APCCI et de l'APCM, dont les dispositions permettent aux femmes d'artisans et de commerçants de devenir électrices et éligibles aux CM et aux CCL. Sont également examinées les conditions dans lesquelles la femme collaboratrice du chef d'entreprise peut, en cas de décès de son mari, et si elle le souhaite, continuer l'exploitation de l'entreprise sans restrictions. Enfin, pour ce qui concerne la couverture sociale propre des femmes d'artisans et de commerçants, il est prématuré de définir les décisions qui pourraient être prises.

Statut juridique et social des épouses de commerçants et artisans.

25256. — 14 janvier 1978. — **M. Hubert d'Andigné** remercie **M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat** des mesures qu'il a pu prendre ou faire adopter concernant l'amélioration du sort des épouses de commerçants et artisans. Il a noté avec intérêt la sensible augmentation, dans la loi de finances pour 1978, de la limite de la déductibilité du salaire du conjoint et la décision prise par le conseil des ministres du 28 décembre dernier d'autoriser les femmes des industriels, artisans et commerçants d'être électrices et éligibles aux assemblées consulaires. Il se réjouit de l'étude promise d'un statut reconnaissant le rôle des femmes dans les entreprises familiale et se permet à ce propos de lui rappeler quelques suggestions méritant d'être retenues lors de l'élaboration définitive dudit statut : 1° cotisation aux régimes de retraite en vue de constitution d'une pension personnelle ; 2° dissociation des patrimoines familial et professionnel ; 3° indemnisation en cas de maternité sur la base du SMIC pendant huit semaines ; 4° droit d'inscription comme demandeurs d'emplois en cas de chômage avec bénéfice de l'aide publique ; 5° fixation de la limite de déductibilité à douze fois le SMIC mensuel ; 6° versement d'un salaire différé en cas de divorce ou séparation.

Réponse. — L'honorable parlementaire peut être assuré que les suggestions qu'il formule rentrent dans le cadre des travaux en cours. Il est prématuré d'apporter des réponses précises aux différentes questions évoquées. Toutefois, il convient de rappeler que le Gouvernement, à plusieurs reprises, a exprimé sa volonté de faire aboutir les mesures nécessaires tout en reconnaissant que leur examen nécessite une concertation interministérielle importante ainsi qu'un large consensus des milieux socio-professionnels.

INTERIEUR

Amélioration des relations police-citoyens.

25075. — 17 décembre 1977. — **M. Jean-Pierre Blanc** demande à **M. le ministre de l'intérieur** de bien vouloir préciser les dispositions qu'il compte prendre tendant à améliorer les relations

entre la police et les citoyens et si, à cet égard, il ne conviendrait pas, ainsi que le souhaitent, au demeurant, un grand nombre d'organisations syndicales de la police, d'approfondir la formation professionnelle et civile des fonctionnaires de la police en privilégiant auprès d'eux les impératifs relatifs à leur mission de sécurité et à leur attitude vis-à-vis du public, comme le recommande dans son rapport le comité d'étude sur la violence, la criminalité et la délinquance.

Réponse. — L'amélioration des relations entre les fonctionnaires de police et les citoyens figure au premier rang des préoccupations du ministre de l'intérieur. Ce souci constant se manifeste aussi bien dans les actions de formation initiale de l'ensemble des personnels que dans celles de recyclage ou de perfectionnement entreprises aux niveaux national, régional ou départemental. Les programmes de formation initiale de 1977 reprennent, en les renforçant, les dispositions antérieures concernant les rapports de la police et du public. Au niveau des gardiens de la paix, une unité d'enseignement entièrement consacrée « au policier citoyen et fonctionnaire » comporte un chapitre « relations avec le public » dans lequel les objectifs suivants ont été assignés à l'enseignant : « faire acquérir les comportements valables en toutes circonstances et en tout lieu, sur la voie publique, au poste de police, au téléphone ; en particulier savoir comment renseigner, relever une identité, relever une contravention ; être capable de comprendre et de se faire comprendre de l'interlocuteur. Cet objectif devra être poursuivi en fonction des différentes situations dans lesquelles le public peut se trouver vis-à-vis du gardien de la paix et des attitudes qu'elles entraînent de part et d'autre ». Sur le plan pédagogique, ceci implique qu'à l'occasion de l'étude d'un très large éventail de situations professionnelles, l'enseignant mette l'accent non seulement sur les techniques nécessaires pour leur trouver une solution, mais encore sur les comportements à adopter envers ceux qui en sont les acteurs, qu'ils soient plaignants, victimes, contrevenants, délinquants ou simples témoins. Pour donner à cet enseignement un caractère encore plus concret, les professeurs organisent systématiquement des exercices pratiques comportant des simulations. Dans le même ordre d'idée, les nouveaux programmes de formation des commissaires, officiers de paix et inspecteurs de police comportent une unité de sciences humaines qui permet aux élèves de se familiariser avec les données sociologiques et psychologiques de base de leur domaine respectif d'action. Outre cet enseignement spécifique, le problème des relations entre la police et les administrés est étudié à l'occasion de l'ensemble des actions de formation. En ce qui concerne le recyclage et le perfectionnement, des directives ont été données à plusieurs reprises, et la dernière fois en novembre 1977, pour qu'un enseignement du même ordre soit donné à l'occasion des stages annuels organisés dans les trente centres de perfectionnement professionnel des personnels en tenue. Ceux-ci, pour 1978, auront la charge de recycler quelque 5 200 fonctionnaires. Dans les stages professionnels divers qui intéressent annuellement environ 8 000 fonctionnaires, cet aspect de la fonction policière n'est jamais oublié dans l'enseignement des matières spécialisées.

Fonds de compensation pour la T. V. A. : dotations.

25271. — 19 janvier 1978. — **M. Jean Cluzel** demande à **M. le ministre de l'intérieur** de bien vouloir lui préciser le montant respectif des dotations du fonds de compensation pour la T. V. A. qui seront affectées aux deux catégories de bénéficiaires en application de l'article 66 de la loi de finances pour 1978, loi n° 77-1467 du 30 décembre 1977.

Réponse. — L'article 66 de la loi n° 77-1467 du 30 décembre 1977 portant loi de finances pour 1978 indique que : « à titre transitoire pour 1978, les ressources du fonds de compensation pour la T. V. A. ouvertes dans la présente loi sont réparties entre les deux catégories ci-dessous de bénéficiaires au prorata de la totalité des dépenses réelles d'investissement de chacune d'elles. La première catégorie comprend les départements, les groupements de communes non dotés d'une fiscalité propre, les régies des départements, des communes et de leurs groupements entre lesquels la sous-répartition des ressources revenant à cette catégorie sera effectuée selon les règles fixées par le II de l'article 54 de la loi de finances n° 76-1232 du 29 décembre 1976, modifiée par la présente loi. La deuxième catégorie comprend les communes, leurs établissements publics de regroupement dotés d'une fiscalité propre et les organismes tendant à faciliter la création d'agglomérations nouvelles. Pour 1978, la part revenant à la première catégorie est réduite de moitié. L'attribution prévue pour la seconde catégorie est majorée à due concurrence ». Les travaux permettant de calculer la somme à verser à chacun des bénéficiaires du fonds de compensation pour la T. V. A. en application des dispositions de ce texte,

sont actuellement en cours. Ce n'est que lorsqu'ils seront achevés qu'il sera possible d'indiquer avec précision la part revenant aux deux catégories de bénéficiaires instituées par la loi, sur la dotation de 2 milliards de francs ouverte pour 1978.

Chef d'équipe des travaux de voirie : avancement de grade.

25334. — 25 janvier 1978. — **M. Jean-Marie Bouloux** demande à **M. le ministre de l'intérieur** s'il ne conviendrait pas d'étendre aux chefs d'équipe des travaux de voirie les dispositions de l'arrêté du 29 septembre 1977 fixant les conditions d'avancement de grade des agents communaux en leur permettant, après avoir accompli huit ans de service effectifs et avoir atteint le 6^e échelon, d'accéder au grade de surveillant de travaux.

Réponse. — L'emploi de chef d'équipe des travaux de voirie communaux qui est pourvu par voie d'avancement de grade d'un ouvrier d'entretien de la voie publique, ne se situe pas dans la filière des emplois qui permettent l'accès aux emplois de la maîtrise ouvrière. Il s'agit de deux catégories d'emplois qui ont des attributions différentes. Toutefois, depuis l'intervention de l'arrêté du 29 septembre 1977 qui a fixé les conditions d'accès aux emplois d'ouvriers professionnels, les personnels des services de voirie et notamment les chefs d'équipe des travaux de voirie communaux ont la possibilité de se présenter au concours puisqu'il est ouvert en priorité aux agents de la commune. Lorsqu'ils ont été recrutés ils peuvent alors, comme tous les ouvriers professionnels des services techniques, gravir l'ensemble des grades de la maîtrise ouvrière.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Auxiliaires ayant effectué leur service militaire : réinsertion automatique.

25155. — 30 décembre 1977. — **M. Francis Palmero** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur les difficultés rencontrées par les auxiliaires de ses services ayant effectué leurs obligations militaires et souhaitant être réintégrés dans l'administration des PTT. Il lui demande de bien vouloir lui préciser les dispositions qu'il compte prendre tendant à prévoir une réinsertion automatique de ces jeunes agents dont la situation est particulièrement digne d'intérêt.

Réponse. — Les auxiliaires contraints de quitter leurs fonctions pour accomplir leur service national bénéficient, lors de leur libération, des dispositions de l'article 14 du décret n° 76-695 du 21 juillet 1976 relatif à la protection sociale des agents non titulaires de l'Etat. A ce titre, une priorité de réemploi leur est accordée pendant un an à compter du jour de leur libération, mais cette priorité ne peut être suivie d'effet que dans la mesure où il existe des emplois disponibles. Or, dans le cadre des mesures prises en vue de résorber l'auxiliarat, tous les emplois d'auxiliaires permanents et à temps complet sont transformés en emplois de titulaire. Ces derniers emplois sont donc offerts à la mutation aux agents titulaires ce qui limite d'autant les possibilités d'embauchage d'auxiliaires. Les anciens auxiliaires récemment libérés de leurs obligations militaires se voient donc offrir en priorité les emplois saisonniers ainsi que les emplois de vacataire accordés aux PTT dans le cadre de l'action entreprise par le Gouvernement en faveur des jeunes demandeurs d'emploi. Toutefois, pour permettre aux auxiliaires qui ont dû cesser leurs fonctions pour accomplir leurs obligations militaires de retrouver un emploi permanent à l'issue du service national, il a été décidé que les intéressés pourraient être réembauchés à Paris, résidence non recherchée à la mutation, où ces agents seraient titularisés par la suite en cas de réussite à un examen ou à un concours. A ce sujet, il est précisé que les intéressés ont la possibilité, s'ils remplissent les conditions requises, de se présenter aux examens professionnels organisés en vue de la titularisation des auxiliaires. En cas de succès à cet examen leur nomination ne peut toutefois intervenir que dans des régions où existent des emplois vacants non recherchés par les titulaires en fonctions.

SANTE ET SECURITE SOCIALE

Professeurs vacataires des écoles de service social. Immatriculation.

24406. — 21 octobre 1977. — **M. Victor Robini** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les différends qui opposent, dans de nombreux départements, les écoles de service social à la sécurité sociale, en ce qui concerne l'immatriculation des professeurs vacataires. En effet, cette catégorie de personnel n'intervient dans les écoles de service social que pour un

nombre annuel d'heures très limité, allant de une à trente ; leur activité principale se situant en fait à l'extérieur de l'école, soit dans l'administration, soit à l'Université, soit dans les professions libérales, soit dans les services sociaux publics ou privés. De plus, elle jouit d'une grande liberté de choix quant à la fixation des périodes, et des heures de cours, quant à leur contenu, et quant au lieu où elle les dispense qui peut être parfois celui de leur activité principale. En outre, à la différence des cadres pédagogiques permanents qui sont salariés, les intervenants vacataires perçoivent des honoraires. Il lui demande donc, étant donné la nature particulière des services rendus dans une totale indépendance vis-à-vis des écoles de service social, que les honoraires versés à ces professeurs vacataires soient exonérés des cotisations à l'URSSAF. Dans le cas contraire, les écoles de service social n'ayant pas de ressources propres, il faudrait que les crédits nécessaires à une telle augmentation de charges soient mis à leur disposition.

Réponse. — La situation au regard de la sécurité sociale, des personnes qui dispensent, en plus de leur activité professionnelle principale, des cours auprès de centres de formation divers, est appréciée par les organismes de sécurité sociale, sous le contrôle des juridictions compétentes, en fonction des circonstances de fait dans lesquelles s'exerce cette activité. Les règles d'assujettissement au régime général des salariés posées par l'article L. 241 du code de la sécurité sociale et l'interprétation jurisprudentielle qui en est donnée et s'impose à eux, conduisent toutefois ces organismes à prononcer le plus souvent l'affiliation de ces enseignants au régime général de sécurité sociale. Les centres sont en conséquence nécessairement redevables des cotisations légalement mises à leur charge au titre des sommes versées à leurs enseignants occasionnels, quelle que puisse être d'ailleurs, conformément à l'article L. 120 dudit code, la nature juridique de ces rémunérations. La situation, à cet égard, des écoles de service social, ne présente pas de caractère particulier. Les difficultés, de gestion notamment, auxquelles les centres sont confrontés pour le calcul des cotisations, du fait de la multiplicité des régimes de sécurité sociale dont peuvent relever leurs enseignants, mais aussi, du partage de cotisations plafonnées qui doit être opéré entre les différents employeurs éventuels de ces enseignants, sont toutefois extrêmement sérieuses. Le ministre de la santé et de la sécurité sociale poursuit actuellement sa réflexion en liaison avec l'agence centrale des organismes de sécurité sociale en vue de simplifier considérablement les règles relatives au calcul des cotisations afférentes à l'emploi occasionnel de ces personnes.

Handicapés auditifs :

prise en charge des prothèses par la sécurité sociale.

24554. — 8 novembre 1977. — **M. Pierre Noé** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur un problème concernant l'enfance handicapée et qui se pose en particulier à l'établissement médical pédagogique Albert-Camus de Massy pour déficients auditifs. La sécurité sociale refuse systématiquement la prise en charge des deux prothèses auditives pour les enfants atteints de surdité bilatérale sous prétexte que la nomenclature en prévoit une seule. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer quelle mesure elle compte prendre afin qu'il y ait prise en charge de ces deux prothèses auditives pour ces enfants.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la sécurité sociale est très conscient des difficultés rencontrées par les déficients auditifs du fait de l'insuffisance de remboursement des frais exposés pour l'achat de prothèses auditives. Cette charge est particulièrement lourde pour les familles de jeunes enfants atteints de déficiences auditives, puisque souvent l'intérêt de l'enfant commande un doublement de l'appareillage. En l'état actuel de la réglementation le montant du remboursement pour les bénéficiaires de l'assurance-maladie est calculé sur la base des prix figurant au tarif interministériel des prestations sanitaires quelle que soit la présentation de l'appareil : boîtier, lunettes ou contour d'oreilles. En outre, la prise en charge est limitée à un seul appareil. Le remboursement se fait à 70 p. 100 du tarif de responsabilité en règle générale et à 100 p. 100 lorsqu'il s'agit d'enfants handicapés entrant dans le cadre de la loi du 30 juin 1975, mais ce tarif est très inférieur aux prix actuellement pratiqués. Par exemple, un appareil à gain moyen entre 40 et 70 décibels est pris en charge sur la base du tarif de responsabilité fixé à 631 francs. Par comparaison avec les frais réels exposés par les familles une telle situation n'est évidemment pas satisfaisante. C'est pourquoi une étude est actuellement entreprise en vue d'une refonte de la nomenclature, tenant compte du progrès technique ainsi que de l'évolution des prix. L'objectif est d'assurer le meilleur appareillage possible des insuffisances auditives et de réduire autant qu'il sera possible la participation personnelle des assurés sociaux à l'achat de leur prothèse (en attendant une solution définitive). Cette réforme de la nomenclature et du tarif de référence se heurte à deux diffi-

cultés : les techniques et les appareils évoluent constamment avec les progrès de l'électronique miniaturisée. La détermination des prix raisonnables est difficile car les appareils, le plus souvent importés, sont vendus avec des marges variées et mal connues. En attendant les résultats de cette étude globale, le problème spécifique que pose l'appareillage des jeunes enfants donne lieu à un examen particulier qui devrait permettre de prendre prochainement des mesures appropriées. Dans l'immédiat, les caisses gardent toute possibilité d'intervenir sur leur fonds d'action sanitaire et sociale en faveur des assurés dont la situation l'exige, notamment lorsqu'il s'agit de personnes handicapées dont les déficiences auditives nécessitent en vue de leur insertion sociale l'utilisation de prothèses stéréophoniques.

Aides ménagères à domicile : conditions de ressources.

24738. — 23 novembre 1977. — **M. Jean Colin** rappelle à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que le régime des aides ménagères à domicile apporte une amélioration très importante aux conditions de vie des vieillards. Toutefois, la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés n'accorde plus aucune prise en charge lorsque les revenus pour une personne sont supérieurs à 1 900 francs par mois ou à 2 850 francs par mois pour deux personnes. Il en résulte que pour une très faible différence, les intéressés sont tenus fréquemment de supporter la charge totale de 22,50 francs de l'heure, au lieu de 7,50 francs pour un revenu légèrement inférieur au plafond. Il lui demande s'il n'est pas envisagé d'atténuer cette brutale différence en accordant un régime intermédiaire pour les personnes dont les ressources dépassent de peu ce plafond, et qui se trouvent lourdement frappées, au point de devoir parfois renoncer à une aide dont elles ont pourtant grand besoin.

Réponse. — Le souci de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés est d'assurer le service de la prestation d'aide ménagère au plus grand nombre possible de personnes âgées parmi celles qui ont les ressources les plus modestes, eu égard au montant des crédits qu'elle peut consacrer à cette aide à domicile. C'est pourquoi elle n'a pas, jusqu'à présent, retenu la possibilité évoquée par l'honorable parlementaire. Il est précisé que la caisse nationale vient de relever ses barèmes de participation à compter du 1^{er} janvier 1978. Les plafonds de ressources sont portés à 2 200 francs par mois pour une personne seule et 3 300 francs par mois pour un couple, déduction faite du montant du loyer principal dans la limite de 400 francs par mois.

Lutte contre le tabagisme : publicité.

25101. — 20 décembre 1977. — **M. Charles Ferrant** demande à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret en Conseil d'Etat prévu à l'article 8 de la loi n° 76-616 du 9 juillet 1976 relative à la lutte contre le tabagisme devant fixer, par type de publication définie notamment par sa périodicité, les limites que devront respecter les publications appartenant à chacun de ces types dans sa surface consacrée annuellement à la publicité du tabac ou des produits du tabac.

Réponse. — Le décret n° 77-1273 du 17 novembre 1977 qui fixe les modalités d'application de l'article 8 de la loi n° 76-616 du 9 juillet 1976 relatif à la limitation de la surface consacrée à la publicité en faveur du tabac et des produits du tabac dans la presse écrite est paru au *Journal officiel* du 22 novembre 1977. Pour cette application, le décret classe les journaux et autres écrits en trois catégories : quotidiens, hebdomadaires, autres périodiques. Le texte précise les modalités suivant lesquelles est calculée pour chacune de ces catégories la surface consacrée en moyenne à la publicité en faveur du tabac et des produits du tabac pendant la période de référence prévue par la loi. Ces moyennes seront constatées dans un arrêté qui sera publié très prochainement. Afin de faciliter la concertation entre les annonceurs, la presse et les pouvoirs publics pour la mise en œuvre du décret, les articles 4 et 5 du décret instituent une commission composée de représentants des ministères intéressés (justice, santé, information), des organisations représentatives de la presse et des annonceurs. La désignation des représentants de la presse et des annonceurs fait l'objet d'un arrêté en voie de publication.

Assurance maladie maternité des non-salariés : calcul des cotisations.

25220. — 11 janvier 1978. — **M. Jacques Mossion** demande à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** si les caisses mutuelles régionales sont fondées à calculer le montant des cotisations d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés

des professions non agricoles en fonction des revenus bruts des intéressés alors que l'article 2 du décret n° 74-810 du 28 septembre 1974 précise que « cette cotisation est assise sur l'ensemble des revenus professionnels nets de l'année précédente ».

Réponse. — Aux termes de l'article 2 du décret n° 74-810 du 28 septembre 1974, la cotisation annuelle de base d'assurance maladie des personnes affiliées au régime des travailleurs non salariés des professions non agricoles est assise sur l'ensemble des revenus professionnels nets de l'année précédente tels qu'ils sont retenus pour l'assiette de l'impôt sur le revenu, ce qui correspond, en ce qui concerne les assurés en activité, à l'ensemble des revenus procurés pendant l'année de référence par l'activité ou, éventuellement, les différentes activités exercées par les intéressés. Les revenus procurés par une activité salariée ne sont toutefois pris en compte que pour 50 p. 100 de leur montant

Sécurité sociale des travailleurs migrants : bénéfice par un citoyen français des prestations d'invalidité du régime communautaire.

25221. — 11 janvier 1978. — M. Jacques Mossion expose à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale que l'annexe B du règlement n° 3 du conseil des communautés européennes concernant la sécurité sociale des travailleurs migrants énumère les législations auxquelles s'applique ce règlement. L'assurance maladie-invalidité n'y figure pas pour la République fédérale d'Allemagne et le Luxembourg. Or, l'annexe F de ce même règlement, qui classe en deux catégories A et B les législations concernant les prestations d'invalidité auxquelles le règlement s'applique, mentionne les législations allemande et luxembourgeoise. Il lui demande s'il n'y a pas là une contradiction et si le règlement n° 3 est bien applicable aux prestations d'invalidité auxquelles peut prétendre un citoyen français ayant travaillé en Allemagne.

Réponse. — Le règlement CEE 1408/71 du conseil du 14 juin 1971, relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés et à leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, dispose en son article 99 qu'il abroge le règlement

n° 3 du conseil concernant la sécurité sociale des travailleurs migrants. Néanmoins, l'article 118 du règlement d'application n° 574/72 du conseil du 21 mars 1972 prévoit le cas du risque réalisé avant la date d'application du règlement, lorsque la demande de pension ou de rente n'a pas encore donné lieu à liquidation. Il est procédé alors à une double liquidation : pour la période antérieure à la date d'application du règlement (1^{er} octobre 1972) conformément aux dispositions du règlement n° 3, pour la période à partir de la date d'application du règlement, conformément aux dispositions de ce règlement 1408/71. De plus, au Luxembourg comme en République fédérale d'Allemagne, l'invalidité-incapacité de travail fait partie du régime légal d'assurance maladie, ce qui explique sa non-inscription à l'annexe B du règlement n° 3 en tant que prestation spécifique, et elle est, en conséquence, intégrée dans le champ d'application matériel. Dans ces conditions, un Français ayant travaillé en Allemagne ou au Luxembourg peut prétendre aux prestations d'invalidité prévues par le règlement (n° 3 ou 1408/71 selon la date de réalisation du risque), en fonction de la législation applicable (type A ou B) déterminée par l'annexe F du règlement n° 3 ou l'annexe III du règlement 1408/71.

Errata

au Journal officiel du 14 février 1978 (Débats parlementaires, Sénat).

Page 156, 2^e colonne, à l'avant-dernière ligne de la réponse de M. le ministre de l'éducation à la question écrite n° 24795 de M. Philippe Machefer :

Au lieu de : « ... horizon 1975... »,

Lire : « ... horizon 1985... ».

Page 156, 2^e colonne, à la 4^e ligne de la réponse de M. le ministre de l'éducation à la question écrite n° 24890 de M. Francis Palmero :

Au lieu de : « ... dans l'établissement spécialisé... »,

Lire : « ... dans l'établissement nationalisé... ».

ABONNEMENTS			VENTE au numéro.
	FRANCE et Outre-Mer.	ÉTRANGER	FRANCE et Outre-Mer.
	Francs.	Francs.	Francs.
Assemblée nationale :			
Débats	22	40	0,50
Documents	30	40	0,50
Sénat :			
Débats	16	24	0,50
Documents	30	40	0,50

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
26, rue Desaix, 75732 Paris CEDEX 15.

Téléphone { Renseignements : 579-01-95.
Administration : 578-61-39.